

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE DE LA  
CONFORMITE DE LA PASSATION DES  
MARCHES DE L'AGENCE DE GESTION DES  
ROUTES (AGEROUTE)**

**AU TITRE DE LA GESTION 2013**

**GROUPE 5**

**RAPPORT DEFINIF**

**AOÛT 2015**

**SIGLES ET ACRONYMES**

<b>PRINCIPALES ABREVIATIONS ACRONYMES</b>	<b>ET/OU</b>	<b>APPELATIONS COMPLETES/DETAILS</b>
<b>AC</b>		Autorité Contractante
<b>AGPM</b>		Avis Général de Passation des Marchés
<b>AOO</b>		Appels d’Offre Ouvert
<b>AOR</b>		Appel d’Offre Restreint
<b>ARMP</b>		Autorité de Régulation des Marchés Publics
<b>BL</b>		Bordereau de Livraison
<b>CM</b>		Commission des Marchés
<b>CMP</b>		Code des Marchés Publics
<b>CNCA</b>		Commission Nationale des Contrats de l’Administration
<b>COA</b>		Code des Obligations de l’Administration
<b>CPM</b>		Cellule de Passation des Marchés
<b>DAC</b>		Dossier d’Appel à la Concurrence
<b>DAO</b>		Dossier d’Appel d’Offres
<b>DCMP</b>		Direction Centrale des Marchés Publics
<b>DRP</b>		Demande de Renseignements et de Prix
<b>ED</b>		Entente Directe
<b>MO</b>		Maître d’Ouvrage
<b>MOD</b>		Maître d’Ouvrage Délégué
<b>N/A</b>		Non applicable
<b>PI</b>		Prestation Intellectuelle
<b>PPM</b>		Plan de Passation des Marchés
<b>PRM</b>		Personne Responsable des Marchés
<b>PV</b>		Procès verbal
<b>PVO</b>		Procès verbal d’ouverture des plis
<b>SA</b>		Société Anonyme
<b>SIGFIP</b>		Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
<b>SN</b>		Société Nationale
<b>SPM</b>		Spécialiste en Passation des Marchés
<b>TTC</b>		Toutes Taxes Comprises
<b>UEMOA</b>		Union Economique Monétaire Ouest Africaine

## SOMMAIRE

<u>Titres</u>	<u>N° de pages</u>
<b>OPINION DE L'AUDITEUR</b>	<b>4</b>
<b>1. DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES</b>	<b>6</b>
<b>2. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION</b>	<b>12</b>
<b>3. PRESENTATION DE L'AUTORITE CONTRACTANTE</b>	<b>17</b>
<b>4. SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE</b>	<b>22</b>
<b>5. REVUE DE L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE / CONSTATS ET RECOMMANDATIONS DETAILLES</b>	<b>25</b>
<b>6. SYNTHESE DES CONSTATS A L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHES</b>	<b>28</b>
<b>7. REVUE DETAILLEE DES MARCHES / CONSTATS DETAILLES</b>	<b>31</b>
<b>8. SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS</b>	<b>60</b>
<b>9. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES</b>	<b>62</b>
<b>10. STATISTIQUES DES ANOMALIES</b>	<b>64</b>
<b>ANNEXES</b>	

## **OPINION DE L'AUDITEUR**

**Messieurs,**

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons procédé à une revue de la conformité de la passation des marchés par l'AGENCE DE GESTION DES ROUTES (AGEROUTE).

Cette revue a été effectuée selon la méthodologie décrite dans les développements qui suivent par référence aux dispositions du Code des Marchés, complété par le Décret n°2007- 546 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et par le Décret n° 2007-547 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Il a été également pris en compte les dispositions des arrêtés et circulaires portant application de ces décrets.

La mission a porté sur :

La revue de l'organisation institutionnelle de l'AGEROUTE ;

La revue détaillée d'échantillons de marchés passés au titre de la gestion 2013 par l'AGEROUTE et qui se chiffrent à **19.310.243.930 FCFA TTC** dont:

F. CFA 19 279.607253 pour 9 marchés soit 75 % des marchés de l'échantillon passés en Appel d'Offres (AO),

F. CFA 30.636.677 pour 3 marchés soit 25 % des marchés de l'échantillon passés par Demandes de Renseignements et de Prix (DRP).

### **Constats à l'issue de nos travaux :**

#### **Au plan institutionnel :**

Les organes de passation des marchés ont été mis en place conformément au CMP.

#### **Au plan de la Passation des marchés :**

- Le PPM a été modifié à neuf (9) reprises, ce qui traduit une absence de maîtrise des prévisions de besoins, en début d'exercice,
- Des marchés ne sont pas inscrits dans le PPM,
- Des marchés ne sont pas inscrits dans l'AGPM,
- La garantie de bonne exécution n'est pas prise en compte pour un marché dont le seuil est atteint.
- Pénalités de retards non appliquées pour un marché
- le délai de cinq jours francs n'est pas toujours pas respecté pour la tenue des réunions de la CM,

.../...

-2-

- Le PV d'ouverture des plis n'a pas été transmis aux différents soumissionnaires pour plusieurs marchés,
- Non publication de l'attribution définitive de marchés passés par AO,
- les soumissionnaires non retenus ne sont pas toujours informés du rejet de leurs offres,
- caractère non fonctionnel de la comptabilité des matières.

**Conclusion de l'auditeur :**

Les violations constatées sur les procédures de passation des marchés et les manquements décelés au plan de la passation des marchés amènent à la formulation d'une opinion « moyennement satisfaisante » pour les performances de AGEROUTE au titre de la gestion 2013.

Fait à Dakar, le 17 Août 2015

**Le Représentant du Groupement**

**Cabinet J. MONTEIL & Cie / M.  
BARRY**



Mamadou BARRY  
Expert comptable - Auditeur  
Membre de l'ONECCA

# **1.DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES**

### 1. LE SYSTEME SENEGALAIS DES MARCHES PUBLICS

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

#### 1.1 Cadre institutionnel et réglementaire :

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- ✚ **Directive 4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005** portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- ✚ **Directive 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005** portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- ✚ **Loi organique 2011-15 du 08 Juillet 2011** relative aux lois de Finances, en application de la directive 06/2009/CM/UEMOA du 26 Juin 2009 ;
- ✚ **Loi 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965** portant Code des Obligations de l'Administration ;
- ✚ **Loi 2003-101 du 13 Mars 2003** portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- ✚ **Loi 90-07 du 26 juin 1990** relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- ✚ **Loi n° 2013-10 du 28 décembre 2013** portant code des collectivités locales, modifiée ;
- ✚ **Loi 2009-20 du 04 Mai 2009** portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- ✚ **Décret 2009-522** portant organisation et fonctionnement des agences d'exécution ;
- ✚ **Décret 2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret 81-844 du 20 Aout 1981** relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- ✚ **Décret 2005-576 du 22 Juin 2005** portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- ✚ **Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011** portant Code des Marchés Publics;
- ✚ **Décret 2007-546 du 25 Avril 2007 modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010** portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), ;
- ✚ **Décret 2007-547 du 25 Avril 2007** portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- ✚ **Décision 0001/CRMP du 06 Mars 2008** fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

- ✚ **Arrêté n°12.785 du 26 décembre 2012** en application des dispositions de l'article 140.a du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés;
- ✚ **Arrêté n°12.790 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 113 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission;
- ✚ **Arrêté n°12.791 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 114 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution;
- ✚ **Arrêté n°12.789 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 78-3-a du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures;
- ✚ **Arrêté n°12.783 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes;
- ✚ **Arrêté n°12.788 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 44-f du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics;
- ✚ **Arrêté n°12.786 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des Marchés des autorités contractantes;
- ✚ **Arrêté n°12.787 du 26 décembre 2012** relatif aux commissions régionales des marchés publics dans les régions autres que Dakar pris en application de l'article 36 alinéa 6 du Code des Marchés publics.
- ✚ **Un nouveau décret portant code des marchés publics, n°1212-2014 du 22 septembre 2014**, est aujourd'hui en place mais ne concerne pas le champ de l'audit.
- ✚ De nouveaux arrêtés ont été également pris pour l'application de ce nouveau décret portant CMP.

### 1.2 Les organes chargés de la passation des marchés :

#### 1.2.1 La Cellule de Passation des Marchés :

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des Marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés.

Les attributions de la CPM sont définies par l'**arrêté n°12.783 du 26 décembre 2012** et portent, entre autres sur :

- 1) L'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics,
- 2) l'établissement, en début d'année, du plan consolidé annuel de passation des marchés publics,
- 3) la tenue du Secrétariat de la Commission des Marchés,
- 4) l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.



### 1.2.2 La Commission des Marchés :

L'arrêté n°12.786 du 26 décembre 2012 détermine la composition des Commissions des Marchés et fixe le nombre de leurs membres.

La Commission des Marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

### 1.3 Les entités de régulation et de contrôle :

Le décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés distingue les fonctions de contrôle à priori assurées par la DCMP et celles de contrôle à posteriori et de régulation dévolues à l'ARMP.

#### 1.3.1 La Direction Centrale des Marches Publics (DCMP) :

Le contrôle a priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les décisions d'attribution selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret 2007-547 du 25 Avril 2007.

#### 1.3.2 L'autorité de Régulation Des Marches Publics (ARMP) :

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de Régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de Règlement des Différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction Générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

### 1.4 Les seuils de passation des marchés :

Le Code des Marchés Publics, en son article 53, détermine des seuils de passation en fonction de la valeur des marchés de l'Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

<i>Marchés</i>	<i>Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics</i>	<i>Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres</i>
----------------	--	--

travaux	25 000 000	50 000 000
services et fournitures courantes	15 000 000	30 000 000
prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (DRP) (Article 78 du CMP).

### 1.5 Les modes de passation des marchés :

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert (AOO) ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification;
- l'appel d'offres restreint (AOR) ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

### 1.6 Les procédures de passation des marchés :

Les Autorités contractantes établissent leurs prévisions de dépenses pour la gestion à venir (budgets).

Elles établissent un **Plan de Passation des Marchés** (PPM), pour les marchés d'un certain seuil, et un **Avis Général de Passation des Marchés**, transmis à la DCMP et à publier dans les conditions fixées par le décret n° 2007-545.

Elles procèdent à des consultations, selon un des modes de passation des marchés ci-après et en respectant les modalités de publicité et d'avis préalable de la DCMP définies par le Code des Marchés :

- Appel d'Offres Ouvert (AOO),
- Appel d'Offres Restreint (AOR),
- Prestations Intellectuelles (PI),
- Demandes de Renseignements et de Prix (DRP),
- Entente Directe (ED).

### 1.7 Les procédures d'approbation des marchés :

En fonction de seuils fixés et du type d'autorité contractante (structure d'Etat, Etablissements Publics, Agences, Sociétés Nationales), les marchés sont portés à l'approbation du Premier Ministre, du Ministre, du Représentant de l'Etat ou du Conseil d'Administration de la société.

### 1.8 Les procédures d'exécution du marché :

L'exécution du marché (réception, paiement) est assurée par l'Autorité Contractante.

### 1.9 Les rapports périodiques sur les marchés :

Les **Cellules de Passation des Marchés** de chaque Autorité Contractante doivent établir, en cours d'année, des rapports trimestriels à transmettre à la DCMP.

Les **Commissions des Marchés** doivent établir, avant le 31 mars de chaque année, à l'intention de l'ARMP, un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics de l'année précédente.

La **Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)** publie périodiquement les statistiques relatives aux marchés publics.

L'**Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)** rend compte, dans un Rapport Annuel, des contrôles effectués et des décisions prises à l'occasion des recours introduits auprès du Comité de Règlement des Différends.

## **2. OBJECTIFS DE LA MISSION ET METHODOLOGIE RETENUE**

### 2.1 Objectifs de la mission :

La mission a pour objectif principal, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 décembre 2013, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- (i). se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- (ii). vérifier la conformité des procédures aux principes généraux de liberté d'accès, d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le CMP ;
- (iii). fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- (iv). identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations relativement aux dispositions du CMP ;
- (v). procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- (vi). pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- (vii). dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- (viii). examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe

(ix). examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;

(x). examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies par la réglementation en vigueur,

(xi). évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité,

(xii). Formuler des recommandations.

### 2.2 Méthodologie retenue :

Notre Cabinet a pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et a établi, dans la section ci-après, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre. L'audit est réalisé en conformité avec les TDR, et inclut les tests et les procédures d'audit ainsi que les vérifications que nous avons jugées nécessaires au regard des circonstances.

Pour atteindre les objectifs de l'audit, nous procédons à des tests et contrôles aussi fréquents qu'il sera nécessaire. De manière générale, la méthodologie retenue a été la suivante:

#### 2.2.1 Collecte préalable des données :

Au niveau de chaque autorité contractante, nous avons collecté certaines informations telles que requises par les courriers d'annonce de la mission d'audit des marchés publics, envoyés par l'ARMP aux autorités contractantes ciblées.

La collecte a concerné les documents suivants:

- La liste des partenaires financiers extérieurs
- Les actes de nomination des membres de la Cellule de Passation des marchés et de la Commission des Marchés,
- Manuel de procédures administratives et financières,
- Le budget annuel 2013 et les rapports d'exécution budgétaire,
- Les états financiers 2013,
- La balance des fournisseurs prestataires 2013,
- La situation des paiements 2013,
- Tableau des marchés et commandes 2013,
- Plan de passation des marchés et des avis généraux 2013,
- Les documents de marché (les contrats et annexes) 2013,
- Les dossiers de consultation 2013,
- Les soumissions des candidats non attributaires 2013,
- Les bons de commandes 2013,
- Les PV de réception 2013,

- Le livre des stocks 2013,
- Les fiches d'entrée et de sortie des stocks 2013,
- Les habilitations des signataires des marchés 2013,
- Les courriers relatifs aux marchés et commandes classés 2013,
- Les avis d'attribution et les lettres d'information aux candidats non retenus 2013,
- Les rapports d'analyse et d'évaluation des offres 2013,
- Les courriers échangés avec la DCMP 2013,
- Les rapports trimestriels sur les marchés et le rapport annuel sur les marchés de 2013,
- Et tout autre document utile au bon accomplissement de la mission pour la gestion 2013.

### ***2.2.2 Revue de l'organisation institutionnelle de l'Autorité Contractante :***

La revue a consisté en un contrôle des modalités de mise en place et de fonctionnement des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés et en une appréciation de l'efficacité du système de classement des documents de passation des marchés ; de même, il a été passé en revue les relations entre les Commissions des Marchés, les Cellules de Passations et l'ARMP et la DCMP.

Des demandes ont été adressées par l'Auditeur à la DCMP, pour la confirmation de la réception de la liste des membres des Commissions de Marchés et des Cellules de Passation des Marchés, des Plans de Passation des Marchés, et des rapports trimestriels des Cellules de Passation des Marchés des Autorités Contractantes, au titre de la gestion 2013.

### ***2.2.3 Contrôle au départ de l'exhaustivité des données fournies par l'Autorité Contractante :***

Cette étape – importante à plus d'un titre- a été couverte par le recoupement des données fournies par les Situations, Etats et Rapports suivants :

- Budget 2013 exécuté de l'Autorité Contractante ;
- Plan de Passation de Marchés 2013 de l'Autorité Contractante ;
- Etats financiers au 31 décembre 2013 (Bilan, Compte de Résultat) et Grand-Livre des comptes de l'Autorité Contractante pour retracer les opérations (investissements et dépenses de fonctionnement) de 2013;
- Rapport d'activités 2013 de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Données statistiques sur les marchés immatriculés en 2013 à partir du site web de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Rapport Annuel 2013 de l'Autorité de Régulation des Marchés (ARMP) (notamment pour les aspects liés à l'organisation des Cellules de Passation des Marchés et aux recours introduits par les parties concernées par la passation des marchés).

Le recoupement des données issues de ces différents documents a permis de vérifier et de mettre en évidence les marchés (Appels d'Offres, DRP) révélés par l'Autorité Contractante à l'Auditeur, au départ de la mission.

**2.2.4 Constitution de l'échantillon :**

L'Auditeur a constitué l'échantillon :

- selon les modalités définies par les Termes de Références ;
- ou bien, lorsque les marchés passés n'étaient pas en nombre significatif, à 100 % des dossiers ;
- et, en y ajoutant systématiquement les transactions intervenues sans appel d'offres ou DRP.

**2.2.5 Revue détaillée des marchés retenus :**

Une revue détaillée des marchés a été effectuée :

- contrôle sur pièces et appréciation des procédures appliquées par rapport aux dispositions du Code des Marchés ;
- analyse des contrats établis ;
- vérifications physiques, dans le cas où ces vérifications s'avèrent possibles ;
- dans certains cas, contrôle de la compétitivité des prix ;
- contrôle du niveau et du rythme des paiements.



# **3. PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**

### **3. PRESENTATION DE L'AUTORITE CONTRACTANTE :**

L'AATR est créée par le Décret n°686 du 03/08/2000. Elle devient Agence des Travaux et de Gestion des Routes (AGEROUTE) par décret N°2010-430 du 01/04/2010. Ce nouveau décret confère à l'AGEROUTE le statut d'un service autonome comprenant 2 organes : le Conseil de Surveillance de l'AGEROUTE qui est l'organe de délibération et la Direction Générale, qui est l'organe d'exécution.

L'AATR est créée par le Décret n°686 du 03/08/2000. Elle devient Agence des Travaux et de Gestion des Routes (AGEROUTE) par décret N°2010-430 du 01/04/2010. Ce nouveau décret confère à l'AGEROUTE le statut d'un service autonome comprenant 2 organes : le Conseil de Surveillance de l'AGEROUTE qui est l'organe de délibération et la Direction Générale, qui est l'organe d'exécution.

Conformément à la lettre de mission du Ministère de tutelle, la création de l'Agence a pour objet la mise en œuvre des travaux d'extension, d'entretien et de réhabilitation du réseau routier à la charge de l'Etat dit «Réseau routier classé» ou portant toute autre appellation officielle. Conformément à la lettre de mission du Ministère de tutelle, la création de l'Agence a pour objet la mise en œuvre des travaux d'extension, d'entretien et de réhabilitation du réseau routier à la charge de l'Etat dit «Réseau routier classé» ou portant toute autre appellation officielle.

L'AGEROUTE est ainsi chargée de la gestion du réseau routier classé et de la maîtrise d'ouvrages des travaux routiers sur le dit réseau.

L'AGEROUTE est ainsi chargée de la gestion du réseau routier classé et de la maîtrise d'ouvrages des travaux routiers sur le dit réseau.

L'AGEROUTE est ainsi chargée de la gestion du réseau routier classé et de la maîtrise d'ouvrages des travaux routiers sur le dit réseau.

De façon spécifique, l'AGEROUTE a pour mission :

- de proposer au Ministre chargé des routes des orientations dans le secteur routier ;
- de la conduite des projets et travaux routiers ;
- de mettre en place et de gérer une banque de données routières, en collaboration avec les services routiers du Ministère ;
- d'élaborer le Programme triennal d'investissements publics (PTIP) dans le domaine des travaux routiers (entretien, réhabilitation et travaux neufs) à actualiser annuellement ;
- d'élaborer un Programme d'Entretien routier annuel (PERA) ;
- de proposer toute stratégie de financement de l'entretien et du développement du secteur routier ;
- d'assurer la gestion des emprises des routes du réseau classé et de veiller par tous les moyens à la préservation du patrimoine routier ;
- de mener les études techniques, y compris les études de faisabilité pour tous les projets routiers ;
- de préparer les dossiers de recherche de financement pour les projets d'infrastructures routières;

- de prendre toutes les mesures nécessaires pour la sauvegarde de l'environnement dans le cadre des travaux ;
- de conseiller et d'accompagner les collectivités locales dans la mise en œuvre de projets routiers ;
- de contribuer à l'accomplissement de toute mission à caractère public dans le secteur routier ;
- de formuler des avis sur des questions ayant trait aux routes.

### 1 Les Organes de l'AGEROUTE

Elle est administrée par deux (02) organes que sont le Conseil de Surveillance de l'AGEROUTE qui est l'organe de délibération et la Direction Générale qui est l'organe d'exécution.

Le Conseil de Surveillance est composé d'un représentant du Président de la République; d'un représentant du Premier Ministre; d'un représentant du ministre chargé de la Coopération internationale, d'un représentant du ministre chargé des Finances; d'un représentant du ministre chargé du renouvellement urbain, de l'Habitat et du cadre de Vie, d'un représentant du ministre chargé de la gouvernance locale du développement et de l'aménagement du territoire et d'un représentant du ministre chargé des Infrastructures, des Transports Terrestres et du Désenclavement.

Le président du Conseil de Surveillance est nommé par décret sur proposition du Ministre chargé des Routes. Les membres du Conseil sont nommés par arrêté du Ministre chargé des Infrastructures, des Transports Terrestres et du Désenclavement sur proposition des administrations concernées et chaque membre du Conseil a un suppléant.

Le Conseil assiste, par ses avis et recommandations, le Directeur Général de l'agence dans l'exercice de ses fonctions et attributions.

Il délibère et approuve :

- les budgets ou comptes prévisionnels annuels comprenant le budget de fonctionnement et le budget des travaux routiers (entretien, réhabilitation et construction), au plus tard, un mois avant le début de chaque année;
- les programmes pluriannuels d'action et d'investissement; le manuel de procédures ;
- les rapports annuels d'activités du Directeur Général ;
- les états financiers de l'agent comptable, au plus tard dans les six mois suivant la clôture de l'exercice, sur la base du rapport du commissaire aux comptes ou de l'auditeur des comptes,
- l'organigramme de l'agence ainsi que son règlement intérieur;
- la grille des rémunérations ou l'accord collectif d'établissement du personnel de l'agence ;

La Direction Générale est composée de cinq (5) Cellules et de cinq(5) Directions opérationnelles :

- une Cellule de Passation des Marchés ;
- une Cellule des Systèmes d'Information
- une Cellule de la Communication et des Relations Publiques ;

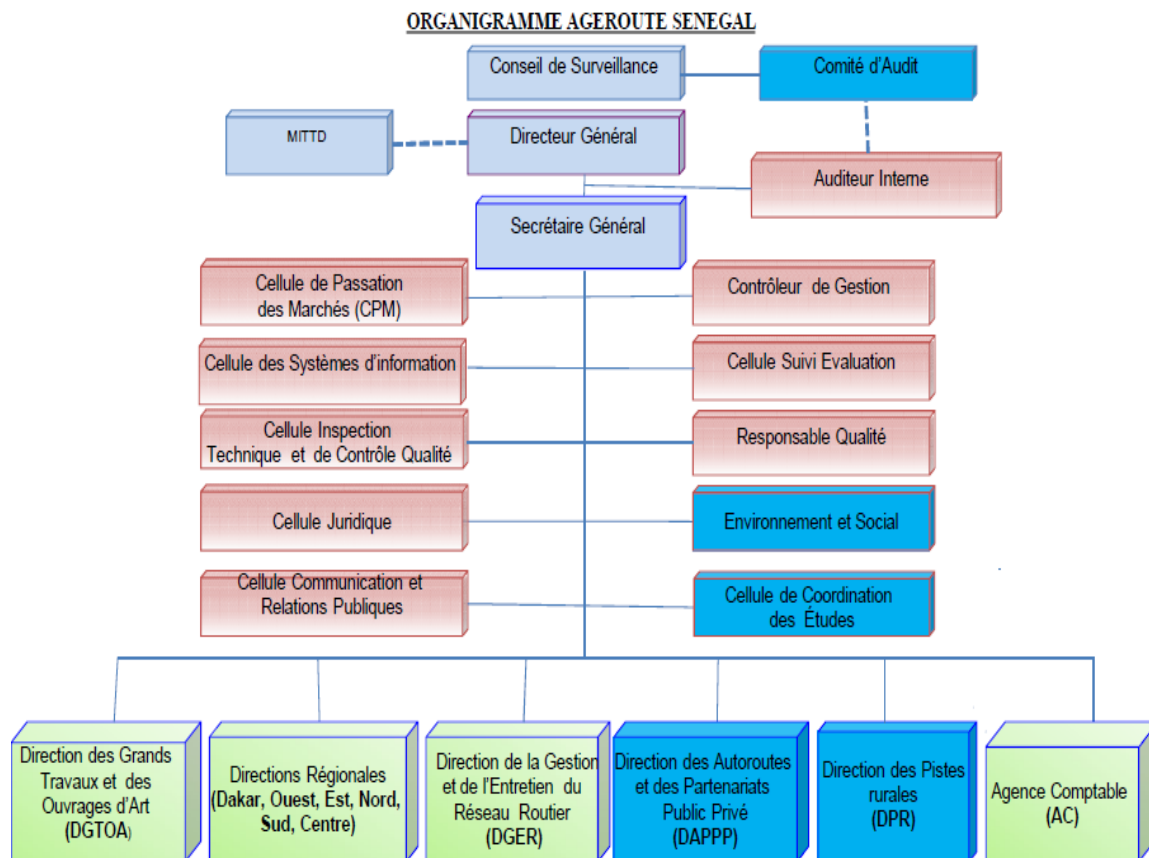
- une cellule juridique ;
- une cellule audit interne ;
- une Direction Financière et Comptable (DFC) dirigée par un Agent Comptable (ACP) nommé par arrêté du Ministre chargé des Finances, et subdivisée en deux (02) divisions (une Division Financière et une Division Comptable) ;
- une Direction de l'Administration et des Ressources Humaines subdivisée en deux divisions (une Division des Affaires Générales et une Division des Ressources Humaines)
- Une Direction de la Gestion et de l'Entretien du Réseau (DGER) jouant un rôle d'interface entre la Direction Générale et les Directions régionales. comprenant la division de la Programmation et de l'Entretien Routier, et une Division des Pistes Rurales.
- Une Direction des Grands Travaux et des Ouvrages d'Art (DTOA) comprenant trois Divisions: la Division des Travaux Routiers, la Division des Ouvrages d'Art et des Ponts et la Division des Projets Urbains ;
- Une Direction du Développement et du contrôle de la Qualité.

Le Directeur général est assisté d'un Secrétaire général nommé par décret. Ce dernier le supplée en cas d'absence ou d'empêchement.

Les activités de l'AGEROUTE dans le cadre de ses missions sont les suivantes :

- l'élaboration annuelle du programme Triennal d'Investissement Public concernant les routes;
- l'élaboration du programme d'Entretien Routier Annuel;
- proposition de toutes stratégies de financement de l'entretien et du développement du secteur routier;
- gestion des emprises des routes du réseau classé;
- veille à la préservation du patrimoine routier;
- conduite des travaux routiers;
- proposition au Ministre chargé des routes les orientations stratégiques dans le secteur routier.

## 2 L'ORGANIGRAMME



## **4.SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE**

## **4. SYNTHÈSE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE**

### **4.1. Les organes de la passation des marchés**

#### **4.1.1. Commission des marchés**

La commission des marchés de l'AGEROUTE a été mise place pour l'exercice 2013 par la NOTE de SERVICE N° 0075/AGR/DG/CPM du 14 janvier 2013 conformément à l'arrêté N 012786 du 26 décembre 2012.

Elle est constituée de cinq(05) membres titulaires et de cinq suppléants qui ont tous signé l'attestation de prise de connaissance de la charte de transparence et d'éthique.

Ces membres ont tous le niveau requis de formation pour être nommés.

La Note de Service portant création de la CM a été transmise à la DCMP par lettre n° 0073/AGEROUTE/DG/CPM du 14 JANVIER 2013, en violation de l'arrêté n°012786 du 26/12/2012 fixant la notification à l'Autorité chargée du contrôle à priori des marchés publics au plus tard le 05 JANVIER de l'année.

La commission des marchés de l'AGEROUTE pour 2013 **a été mise en place par une note de service** ; ce qui n'est pas conforme à la réglementation parce que le Code des Marchés Publics (article 36) et l'arrêté n°012786 du 26/12/2012 **prévoient de prendre un arrêté ou une décision**.

Enfin, dans la Note de Service portant nomination des membres de la commission des marchés **il n'est pas mentionné un représentant du Ministère de tutelle comme membre et son suppléant** en violation de l'article 37.3 du décret 2011-1048 du 27 /07/2011 portant CMP.

#### **Convocation des membres de la CM**

Le délai de cinq jours francs n'est pas toujours respecté pour la convocation des membres de la CM.

#### **Paiement des indemnités aux membres de la CM et du rapporteur**

#### **Recommandations :**

- Respecter les délais de mise en place de la CM ;
- Se conformer à la réglementation en prenant une décision ou un arrêté portant nomination des membres de la CM en lieu et place d'une note de service (article 36 et l'arrêté n°012786/MEF du 26/12/2012) ;
- Faire nommer un représentant du Ministère de Tutelle comme membre de la CM (article 37.3 du CMP) .
- Respecter les délais de cinq jours francs pour convoquer les réunions de la CM (art 39 du CMP).

#### **4.1.2. Cellule de passation des marchés**

La Cellule de Passation des Marchés (CPM) de l'AGEROUTE a été mise place pour l'exercice 2013 par la NOTE de SERVICE N° 0074/AGR/DG/CPM du 14 janvier 2013 conformément à l'arrêté N 012783 du 26 décembre 2012.

Elle est constituée de sept(07) membres qui ont tous le niveau requis de formation pour être nommés.

### 4.2. Charte de Transparence et d’Ethique en matière de passation des marchés

Les membres de la CM et de la CPM ont tous signé les attestations de prise de connaissance de la **Charte de Transparence et d’Ethique en matière de passation des marchés** qui ont été transmises à la DCMP par lettre n°73/AGEROUTE/DG/CPM du 14/01/2013.

### 4.3. Production des rapports trimestriels et du rapport annuel

**Le rapport annuel de la CPM n’a pas été produit pour l’exercice 2013** contrairement aux dispositions de l’arrêté n°12.783 du 26 décembre 2012, relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics.

L’arrêté mentionne que la CPM doit procéder à « l'établissement, avant le 31 mars de chaque année à l'intention de l'autorité dont elles relèvent, de l'organe chargé de la régulation des marchés publics et de l'organe chargé du contrôle à priori, d'un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente ».



**5.REVUE DE L'ORGANISATION  
INSTITUTIONNELLE / CONSTATS ET  
RECOMMANDATIONS  
DETAILLES**

## **5. PRESENTATION DES ORGANES DE PASSATION DES MARCHES DE L'AGEROUTE / CONSTATS ET RECOMMANDATIONS :**

L'article 35 du CMP précise : « Au niveau de chaque autorité contractante, sont mises en place une commission des marchés chargée de l'ouverture des plis, de l'évaluation des offres et de l'attribution provisoire des marchés ainsi qu'une cellule de passation des marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la commission des marchés, dans les conditions fixées par arrêté du Ministre chargé des Finances après avis de l'Organe chargé de la régulation des marchés publics ».

### **a. Commission des marchés**

La commission des marchés de l'AGEROUTE a été mise place pour l'exercice 2013 par la NOTE de SERVICE N° 0075/AGR/DG/CPM du 14 janvier 2013 conformément à l'arrêté N 012786 du 26 décembre 2012.

Elle est constituée de cinq(05) membres titulaires et de cinq suppléants qui ont tous signé l'attestation de prise de connaissance de la charte de transparence et d'éthique.

Ces membres ont tous le niveau requis de formation pour être nommés.

La Note de Service portant création de la CM a été transmise à la DCMP par lettre n° 0073/AGEROUTE/DG/CPM du 14 JANVIER 2013, en violation de l'arrêté n°012786 du 26/12/2012 fixant la notification à l'Autorité chargée du contrôle à priori des marchés publics au plus tard le 05 JANVIER de l'année.

La commission des marchés de l'AGEROUTE pour 2013 a été mise en place par une note de service ; ce qui n'est pas conforme à la réglementation parce que le Code des Marchés Publics (article 36) et l'arrêté n°012786 du 26/12/2012 prévoient de prendre un arrêté ou une décision.

Enfin, dans la Note de Service portant nomination des membres de la commission des marchés il n'est pas mentionné un représentant du Ministère de tutelle comme membre et son suppléant en violation de l'article 37.3 du décret 2011-1048 du 27 /07/2011 portant CMP.

### **Convocation des membres de la CM**

Le délai de cinq jours francs n'est pas toujours respecté pour la convocation des membres de la CM.

### **Paiement des indemnités aux membres de la CM et du rapporteur**

#### ***Recommandations :***

- Respecter les délais de mise en place de la CM ;
- Se conformer à la réglementation en prenant une décision ou un arrêté portant nomination des membres de la CM en lieu et place d'une note de service (article 36 et l'arrêté n°012786/MEF du 26/12/2012) ;
- Faire nommer un représentant du Ministère de Tutelle comme membre de la CM (article 37.3 du CMP) .
- Respecter les délais de cinq jours francs pour convoquer les réunions de la CM (art 39 du décret 2011-1048 du 27/07/2014 portant CMP).

### **b. Cellule de passation des marchés**

La Cellule de Passation des Marchés (CPM) de l'AGEROUTE a été mise place pour l'exercice 2013 par la note de service N° 0074/AGR/DG/CPM du 14 janvier 2013 conformément à l'arrêté N 012783 du 26 décembre 2012. Elle est constituée de sept(07) membres qui ont tous le niveau requis de formation pour être nommés.

### **c. Charte de Transparence et d'Ethique en matière de passation des marchés**

Les membres de la CM et de la CPM ont tous signé les attestations de prise de connaissance de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de passation des marchés qui ont été transmises à la DCMP par lettre n°73/AGEROUTE/DG/CPM du 14/01/2013.

### **d. Production des rapports trimestriels et du rapport annuel**

Le rapport annuel de la CPM n'a pas été produit pour l'exercice 2013 contrairement aux dispositions de l'arrêté n°12.783 du 26 décembre 2012, relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics.

L'arrêté mentionne que la CPM doit procéder à « l'établissement, avant le 31 mars de chaque année à l'intention de l'autorité dont elles relèvent, de l'organe chargé de la régulation des marchés publics et de l'organe chargé du contrôle à priori, d'un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente ».

#### ***Recommandation :***

Elaborer le rapport annuel de la CPM conformément à l'arrêté ci-dessus remplacé aujourd'hui par l'arrêté n 00865 du 22/01/2015.

**6.SYNTHESE DES  
CONSTATS  
A L'ISSUE DE LA  
REVUE DES MARCHES**

## **6. SYNTHESE DES CONSTATS A L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHES**

### **6.1 Plan de Passation Des Marches (PPM)**

Le plan de passation des marchés de l'exercice 2013 a été publié sur le site des marchés publics. **Il a été modifié 9 fois**, ce qui fait un total de 10 versions disponibles sur le site.

La première version du PPM a été publiée le 27/01/2013. La dernière et 10<sup>ème</sup> version validée le 10/10/2013 est constituée de 249 marchés constitués de quatre vingt deux(82) marchés de travaux, vingt cinq(25) de service, dix neuf(19) de fourniture et cent vingt trois(123) prestations intellectuelles.

### **6.2 Avis General de Passation des Marchés (AGPM)**

L'Avis General de Passation des Marchés a été élaboré pour l'exercice 2013 tel que stipulé par le CMP en ses articles 6 et 56.

Il a été transmis à la DCMP par lettre n°0073/AGEROUTE/DG/CPM du 14/01/2013 et publié dans le journal quotidien le soleil du VENDREDI 18 JANVIER 2013.

### **6.3 Archivage des dossiers de passation des marchés**

Les dossiers de passation des marchés sont classés et archivés à la CPM à l'exception de la situation des paiements.

L'AGEROUTE dispose de deux salles destinées à l'archivage.

### **6.4 Participation du service d'audit interne au contrôle de la passation des marchés**

L'AGEROUTE s'est dotée d'une cellule d'audit interne dans le but d'améliorer son système de contrôle interne et dans un souci de transparence. La Cellule d'audit interne procède chaque année à l'audit des procédures de passation des marchés passés ainsi qu'au respect du manuel des procédures.

### **6.5 La Comptabilité matière dans le processus de PM**

**La comptabilité des matières n'est pas tenue.** Toutefois la comptabilité générale est assurée par la Direction Financière et Comptable qui utilise le logiciel de comptabilité dénommé « TOM PRO ».

Un bon de livraison et un procès verbal de réception sont établis à la livraison. Les réceptions des commandes sont faites avec la présence d'un agent du service comptable **mais pas par une commission de réception formalisée par une note de service.**

### **6.6 Constats spécifiques aux marchés sélectionnés :**

Les violations les plus significatives aux dispositions du CMP ont été les suivantes :

▪ **Marchés non mentionnés au PPM :**

- ✓ Marché pour les Travaux de construction du Pont Kédougou de 3.504.829.215 F CFA,
- ✓ Marché de Supervision des Travaux de construction des ponts de Géole et de Halwar de 393.459.200 F CFA ,

- ✓ Marché pour la sélection d'un consultant pour organisation et exécution campagne (Réf. CCI/389/AGR) IS – Mission 2 de 69.775.000 F CFA.
- **Marchés non mentionnés à l'AGPM :**
  - ✓ Marché pour les travaux de réhabilitation Manda Douane – Vélingara de 10.517.095.409 F CFA,
  - ✓ Marché pour la sélection d'un consultant pour organisation et exécution campagne IS – Mission 2 de 69.775.000 F CFA (Réf. CCI / 389/AGR).
- **Non fourniture à la mission de la preuve de la transmission du PVO aux soumissionnaires** (ce manquement concerne tous les marchés examinés) ;
- **Non publication des attestations définitives ;**
- **Pour le marché évoqué ci-avant (réf. CCI / 389/AGR), le support de publication de l'AMI, le PVO et le PV d'évaluation des manifestations d'intérêt n'ont pas été transmis aux Auditeurs.**

**7.REVUE DETAILLEE  
DES MARCHES /  
CONSTATS DETAILLES**

## **7 REVUE DETAILLEE DES MARCHES / CONSTATS DETAILLES :**

### **7.1 Documents de programmation de la préparation des marches**

Ils sont essentiellement constitués du Plan de Passation des Marchés (PPM) et de l'Avis General de Passation des Marchés (AGPM).

**Le Plan de Passation des Marchés (PPM)** est une matrice de programmation des achats où figurent :

Pour chaque acquisition, la fixation d'un objectif et d'une date butoir pour l'atteinte de cet objectif;

- La définition des étapes-clés qui doivent être franchies pour atteindre l'objectif dans les délais nécessaires pour chaque étape;
- En résultante de ce qui précède, la définition de la date limite pour le lancement des activités;
- L'identification des acteurs, des tâches confiées à chacun et des délais qui leur sont accordés;
- L'identification et la mise en place des moyens nécessaires à chaque acteur pour accomplir les tâches qui lui sont confiées;
- Le suivi permanent de la mise en œuvre.

A l'exception des marchés prévus à l'article 76.2, les marchés passés par les autorités contractantes sont inscrits dans les plans de passation des marchés, à peine de nullité.

### **7.2 Plan de Passation des Marchés (PPM)**

Le plan de passation des marchés de l'exercice 2013 a été publié sur le site des marchés publics. Il a été modifié 9 fois, ce qui fait un total de 10 versions disponibles sur le site.

La première version du PPM a été publiée le 27/01/2013. La dernière et 10<sup>ème</sup> version validée le 10/10/2013 est constituée de 249 marchés constitués de quatre vingt deux(82) marchés de travaux, vingt cinq(25) de service, dix neuf(19) de fourniture et cent vingt trois(123) prestations intellectuelles.

### **7.3 Avis General de Passation des Marchés (AGPM)**

L'Avis General de Passation des Marchés a été élaboré pour l'exercice 2013 tel que stipulé par le CMP en ses articles 6 et 56. Il a été transmis à la DCMP par lettre n°0073/AGEROUTE/DG/CPM du 14/01/2013 et publié dans le journal quotidien le soleil du VENDREDI 18 JANVIER 2013.

### **7.4 Archivage des dossiers de passation des marchés**

Les dossiers de passation des marchés sont classés et archivés à la CPM à l'exception de la situation des paiements.

L'AGEROUTE dispose de deux salles destinées à l'archivage.



## **7.5 Participation du service d'audit interne au contrôle de la passation des marchés**

Le CMP met à la charge de la structure de contrôle interne (audit interne, inspection, etc...) l'obligation de procéder au contrôle de la correcte application des procédures de passation des marchés par l'autorité contractante et d'en faire un rapport périodique à la direction générale.

Cette procédure, si elle est appliquée :

- Permettrait à l'autorité contractante de remédier à certains dysfonctionnements avant le démarrage des audits annuels de l'ARMP ;
- Faciliterait le travail des cabinets d'audit externe, en charge du contrôle a posteriori du respect des procédures de passation des marchés.

L'atteinte de ces objectifs présuppose :

- La mise en place d'une structure de contrôle interne au niveau de l'autorité contractante,
- La formation des membres de cette structure aux procédures de passation des marchés publics.

L'AGERROUTE s'est dotée d'une cellule d'audit interne dans le but d'améliorer son système de contrôle interne et dans un souci de transparence.

La Cellule d'audit interne procède chaque année à l'audit des procédures de passation des marchés passés ainsi qu'au respect du manuel des procédures. .

## 7.6 La Comptabilité matière dans le processus de PM

A titre de rappel, il convient de souligner l'importance de la tenue d'une correcte comptabilité des matières.

La Comptabilité des Matières permet à l'Autorité Contractante :

- de par la connaissance des consommations annuelles des services internes, de bien identifier les besoins de ces services en biens de stocks (consommables) et donc d'établir sur des bases fiables les prévisions d'achats à inscrire dans le PPM ;
- de moraliser les consommations de ces services et donc d'atteindre, entre autres, l'objectif **d'économie** poursuivi à travers les procédures de passation des marchés ;
- d'assurer un contrôle permanent sur les existants (équipements et stocks) détenus à la suite de l'exécution des marchés et ainsi d'éviter, les cas de soustraction frauduleuse de ces équipements et biens de stocks.

Cette comptabilité des matières présuppose :

- la tenue de Bons d'Entrée valorisés appuyant les PV de Réception et autres bons de livraison des fournisseurs ;
- la tenue de Bons de Sortie matérialisant les demandes internes des services en équipement et en consommables (stocks) ;
- la tenue de Fiches Matières, d'un Journal et d'un Grand-Livre des Matières indiquant les niveaux de stocks et la localisation géographique des équipements à l'intérieur de chaque service ;
- la nomenclature des matières (surtout les équipements) permettant d'identifier le service utilisateur de l'équipement et donc responsable en cas de manquant ou de détournement du bien ;
- l'organisation d'inventaires périodiques (annuels) pour recoller les existants physiques avec les données de la comptabilité des matières.

La comptabilité des matières n'est pas tenue. Toutefois la comptabilité générale est assurée par la Direction Financière et Comptable qui utilise le logiciel de comptabilité dénommé « TOM PRO ».

Un bon de livraison et un procès verbal de réception sont établis à la livraison des prestations. Les réceptions des commandes sont faites avec la présence d'un agent du service comptable mais pas par une commission de réception formalisée par une note de service.

## 7.7 Personne responsable des marchés (PRM)

Le Directeur Général de l'AGEROUTE est la PRM durant l'exercice 2013 conformément au CMP.

**CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES**

**Echantillon**

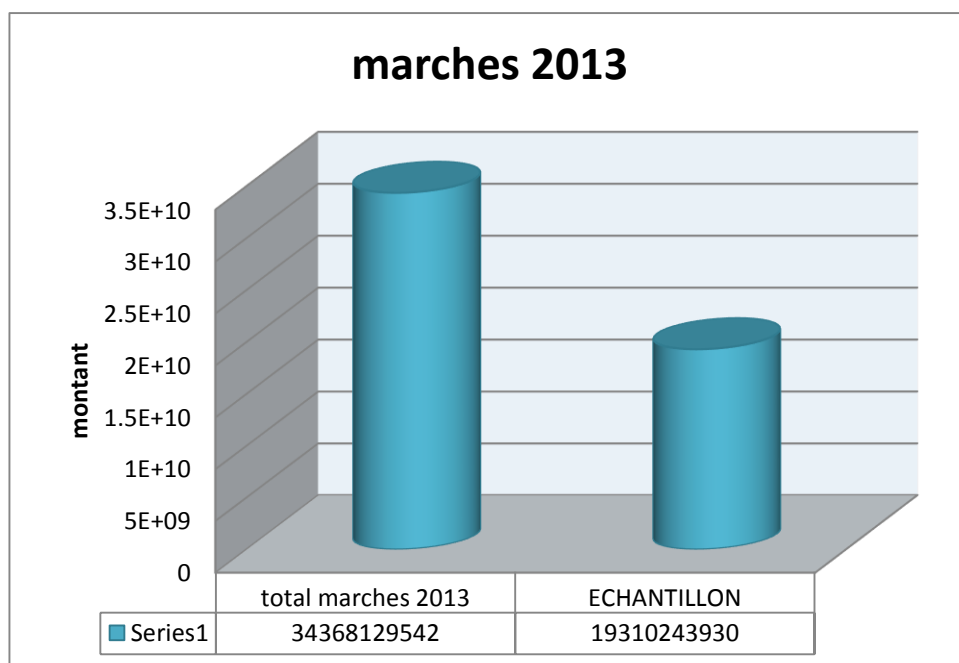
Conformément aux TDR, l'échantillon a respecté les minima suivants :

- au moins 15 % des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP ;
- au moins 25 % des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés ;
- au moins 25 % des DRP ;
- 100 % des marchés par entente directe ;
- 100 % des marchés si leur population est inférieure à 10.

En partant de la liste, des marchés exécutés en 2013 présentée par l'AGEROUTE, il a été arrêté l'échantillon suivant basé sur les proportions spécifiées ci-dessus :

Un total de 12 marchés a été identifié.

Marches	Montant	Pourcentage
total marches 2013	34.368.129.542	100%
ECHANTILLON	19.310.243.930	56,18%



**Tableau des marchés de l'échantillon :**

N°	INTITULE	Type de marché	Mode de passation	Titulaire	Montant FCFA TTC
01	Travaux construction Ponts Géole et Fanaye : pont Géole (avenant)	TRAVAUX	AOI	HENAN CHINE	3 007 140 827
02	Travaux réhabilitation Manda Douane - Vélingara	TRAVAUX	AON	GPT CSE/SOSETER	10 517 095 409
03	Travaux de construction du Pont de Kédougou	TRAVAUX	AON	CDE	3 504 829 215
04	Travaux aménagement pistes désenclavement ZG/KD/SD	TRAVAUX	AON	AREZKI SA	1 520 185 338
05	Supervision travaux de construction Ponts de Géole et de Halwar	PI	CR	CIRA SARL	393 459 200
06	Actualisation études environnementales et sociales VDN 2	PI	CR	GPT/TRANSE COR/CEDI SAHEL	78 251 700
07	Travaux entretien et construction OA Kédougou	TRAVAUX	AON	ETTP. BAT	159 596 888
08	Organisation et Exécution campagne IS Mission II	PI	CR	APAVE SAHEL	69 775 000
09	Service de gardiennage locaux siège et antenne Dakar (renouv.)	SERVICE	AON	BSI	29 273 676
10	Fournitures d'Agendas et de Calendriers 2013	FOURNITURES	DRP	Studio Araignée	13 216 000
11	Acquisition de pneus pour parc auto AGEROUTE	FOURNITURES	DRP	SICAS	9 271 597
12	Fourniture Agendas et chevalets AN 2014	FOURNITURES	DRP	AMELLE COM	8 149 080
<b>TOTAL</b>					<b>19.310.243.930</b>

Ce qui donne les tableaux suivant, Par type de marchés et par mode:

**Tableau par type de marché**

Type de marché	Nombre	pourcentage	Montant	pourcentage
PI	3	25%	541.485.900	2,80%
Fourniture	3	25%	30.636.677	0,16%

## Revue de la conformité de la passation des marchés – Gestion 2013

Travaux	5	42%	18.708.847.677	96,89%
Service	1	8%	29.273.676	0,15%
<b>Total</b>	<b>12</b>	<b>100%</b>	<b>19.310.243.930</b>	<b>100 %</b>

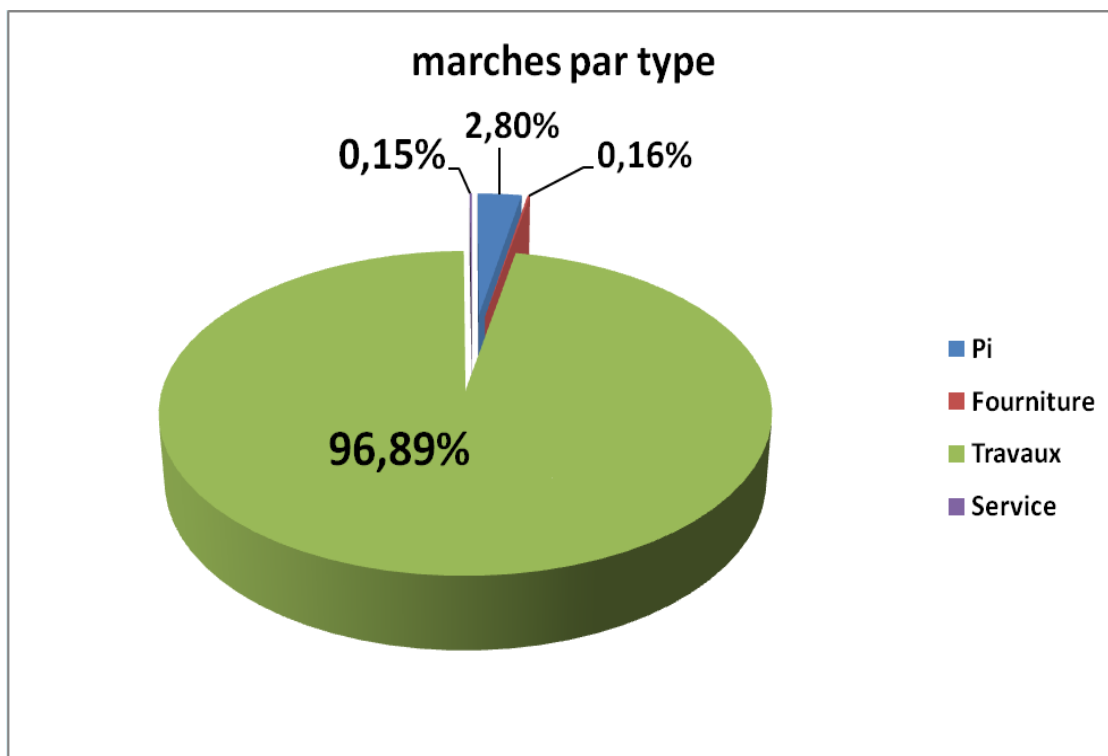
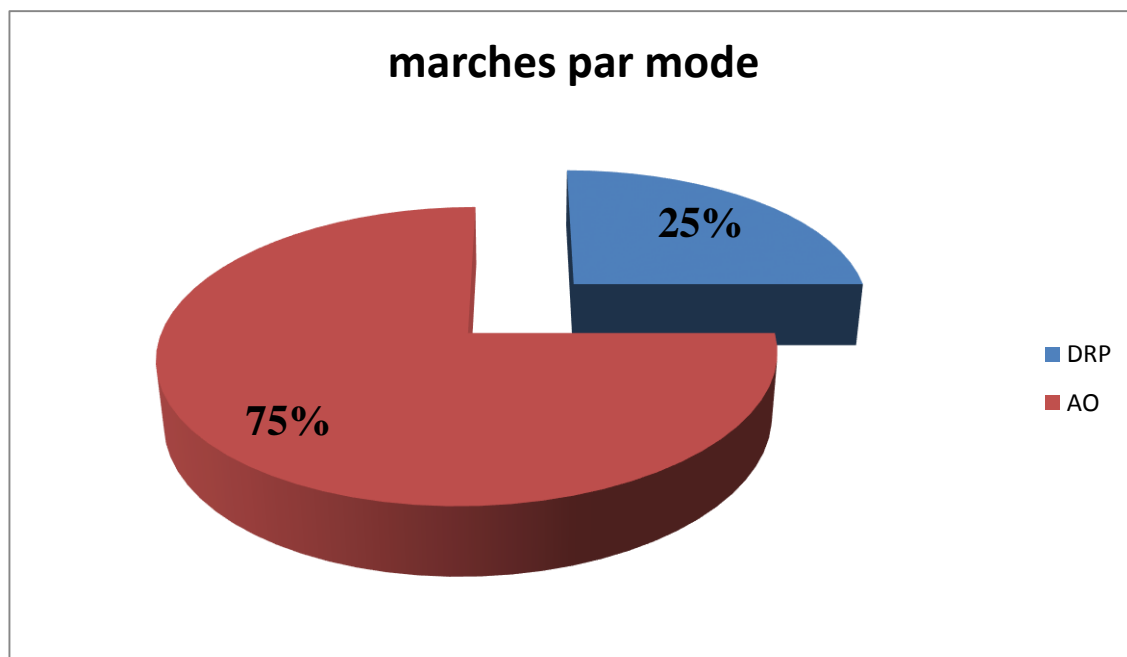


Tableau par mode de passation des marchés

Mode	Echantillon		
	Nombre		Montant
DRP	3	25%	30.636.677
AO	9	75%	19 279.607253
<b>total</b>	<b>12</b>	<b>100%</b>	<b>19.310.243.930</b>

La représentation graphique de l'échantillon est la suivante :



**Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée :**

Les seuils de passation des marchés applicables à l'AGEROUTE, conformément à l'article 53 du CMP, sont les suivants :

- 50.000.000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 30.000.000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 30.000.000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

**Marchés conclus par AOO**

L'AGEROUTE a passé neuf(09) marchés par AO durant l'exercice 2013.

**Marchés supérieur ou égal au seuil de revue de la DCMP**

Les seuils de revue préalable des marchés de l'AGEROUTE par la DCMP fixés par l'arrêté n°12.785 du 26/12/2012 du MEF sont les suivants :

- deux cent cinquante (250) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de fournitures;
- cent vingt cinq (125) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de services et de prestations intellectuelles ;
- Six cents (600) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de travaux.

Cinq (5) marchés passés par AO et étant supérieur au seuil de revue de la DCMP ont été relevés. Il s'agit :

- du marché des Travaux construction Ponts Géole et Fanaye : pont Géole (avenant)
- du marché des Travaux réhabilitation Manda Douane - Vélingara Travaux réhabilitation Manda Douane - Vélingara
- du marché des Travaux de construction du Pont de Kédougou
- du marché des Travaux aménagement pistes désenclavement ZG/KD/SD

- du marché de prestation intellectuelle relatif à la Supervision travaux de construction Ponts de Géole et de Halwar

❖ *T1= Marché pour les Travaux de construction des Ponts Géole et Fanaye :  
pont Géole (avenant)*

*Référence :TA3/621/AGR*

*Titulaire :HENAN CHINE*

*Montant ; 3 007 140 827 FCFA TTC*

Il s'agit de l'avenant N°T 0119/13 au contrat N° T 0816/10 du 29 septembre 2010

L'avenant a été signé par le Directeur de l'AGEROUTE le 28 septembre 2012.

La DCMP a donné son ANO pour cet avenant le 15 janvier 2013.

L'avenant a été approuvé le 28 janvier 2013 par le Directeur de cabinet (par délégation) du Ministre délégué auprès du Ministre de l'Economie et des Finances chargé du budget.

La date de notification est le 06 FEVRIER 2013

Le marché a été enregistré le 26 février 2013 au niveau des impôts et domaines.

L'ordre de service de commencer est daté du 16 AVRIL 2013 assorti d'un délai d'exécution de 15mois à compter du 15eme jour de la date de notification de l'ordre de service

Un second avenant a été signé le 03 mars 2014 et a eu comme conséquence :

Une diminution du montant des prix qui fait passer le montant du marché de 3 007 140 827 F.cfa à 2 978 132 614 F.cfa TTC ;

Une augmentation du délai d'exécution qui passe de 15 à 19 mois.

### **Exécution du marché :**

Le marché n'a pas encore été réceptionné jusqu'à la date de notre intervention (fin février 2015).

### **Situation des paiements :**

- Règlement décompte N°008 du 1<sup>er</sup> au 31/07/2014 d'un montant de 123 754 696 F.cfa TTC par cheque Trésor 0168334 du 28/08/2014 ;
- Règlement décompte N°09 du 1<sup>er</sup> au 31/08/2014 d'un montant de 102 385 214 F.cfa TTC par cheque Trésor 0168373 du 31/10/2014 ;
- Règlement décompte N°010 du 1<sup>er</sup> au 30/09/2014 d'un montant de 87 545 047 F.cfa TTC par cheque Trésor 0168393 du 08/12/2014 ;
- Règlement décompte N°007 du 1<sup>er</sup> au 30/06/2014 d'un montant de 88 892 084 F.cfa TTC par cheque Trésor 0168319 du 25/07/2014 ;
- Règlement décompte N°006 du 1<sup>er</sup> au 31/05/2014 d'un montant de 106 663 966 F.cfa TTC par cheque Trésor 0168310 du 15/07/2014 ;
- Règlement décompte N°005 du 1<sup>er</sup> au 30/04/2014 d'un montant de 422 239 942 F.cfa TTC par cheque Trésor 0143249 du 25/06/2014 ;

- Règlement décompte N°004 du 1<sup>er</sup> au 31/03/2014 d'un montant de 30 268 185 F.cfa TTC par cheque Trésor 0143219 du 27 /05/2014 ;
- Règlement décompte N°000 correspondant à l' avance de démarrage d'un montant de 601 428 165 F.cfa TTC par cheque Trésor 0051826 du 15/05/2013 ;
- Règlement décompte N°001 du 01/05/2013 au 25/11/2013 d'un montant de 495 419 361 F.cfa TTC par cheque Trésor 0143176 du 10 /02/2014 ;
- Règlement des décomptes N°002 du 1<sup>er</sup> au 25/01/2014 d'un montant de 32 029 100 F.cfa TTC et N°003 par cheque Trésor 0143197 du 15 /04/2014 ;
- Les paiements sont conformes aux conditions fixées dans le contrat.

### ***Recommandation par rapport aux anomalies :***

Respecter les délais d'exécution des marchés.

❖ ***T2=Marché pour les Travaux réhabilitation Manda Douane – Vélingara***

***Référence :TA3/741/AGR***

***Titulaire : GPT CSE/SOSETER***

***Montant : 10 517 095 409 FCFA TTC***

Le marché est inscrit sur le PPM publié sur le site des marchés publics. **Le marché n'est pas mentionné au niveau de l'AGPM de 2013 publié dans le journal « le Soleil » du 18 janvier 2013.** L'Avis d'AON a été publié dans un premier temps dans le journal « LE SOLEIL » du 05 décembre 2012.

Non respect du délai de cinq (5) jours francs pour la convocation des membres de la CM conformément à l'article 39 du Code des Marchés Publics ;

L'ouverture des offres initialement prévu le 08 janvier 2013 a été reportée au 29 janvier 2013 suite à la décision°170/12/ARMP/CRD du 31/12/2012 consistant à revoir le critère relatif au chiffre d'affaires relativement à un recours fait par une société ;

Le délai d'un mois minimum accordé pour le dépôt des offres nationales est respecté si l'on se réfère à partir de la date de lancement initiale (le 05 décembre 2012). Les mentions requises par la réglementation sont incluses dans l'Avis d'AO.

Les offres ont été ouvertes en séance publique le 29 janvier 2013 à 10 H 30 mn en présence des membres habilités de la Commission des Marchés et des représentants des soumissionnaires ; une commission d'analyse pour l'évaluation des offres a été mise en place;

Le PV d'ouverture des plis a été signé par les membres de la Commission des Marchés. **La preuve de la transmission du PVO aux représentants des soumissionnaires** conformément à l'article 67 alinéa 4 du code des marchés publics, **n'a pas été remise à la Mission d'Audit ;**

L'attribution provisoire a fait de l'objet de publication dans le journal « LE SOLEIL » du 05 mars 2013, avec toutes les mentions requises ;



Tous les soumissionnaires ont été informés de l'attribution provisoire du Marché par lettres N°0394 à 0398/AGEROUTE/DG/CPM du 06 mars 2013 signé par DG de l'AGEROUTE ;

Le contrat a été signé par le DG de l'AGEROUTE SENEGAL et les deux (2) représentants habilités du GROUPEMENT SOSETER/CSE, le 11 septembre 2013, et enregistré au niveau du service des impôts et domaines. Le marché a été approuvé le 02 octobre 2013 par le Directeur du cabinet du Ministre délégué auprès du Ministre de l'économie et des finances chargé du budget. Le marché a fait l'objet de notification écrite le 11 octobre 2013, avec un délai d'exécution de 15 mois ;

Le marché n'a pas fait l'objet d'une publication de l'attribution définitive en violation de l'article 85 du code des marchés publics ;

Les contrôles et avis de la DCMP sur le marché ont été effectués sur le DAO, le rapport d'analyse, le PV d'attribution provisoire ainsi que sur le projet de marché.

### **Exécution du marché :**

Les garanties requises ont été fournies : Garantie de bonne exécution (délivrée par la BSIC Sénégal) représentant 5% du montant du marché.

Le marché était toujours en cours d'exécution jusqu'à la date de notre intervention (fin février 2015) ;

### **Situation des paiements :**

- 1.051.709.541 F CFA TTC par chèque trésor n°0143160 du 16/12/2013 (représentant une avance de démarrage de 10%) ;
- 1.051.709.541 F CFA TTC par chèque trésor n°0143177 du 10/02/2014 (représentant une avance de démarrage complémentaire de 10%) ;
- 871.741.447 F CFA TTC par chèque trésor n°0143242 du 24/06/2014 (représentant le décompte n°1) ;
- 198.377.289 F CFA TTC par chèque trésor n°0168342 du 09/09/2014 (représentant le décompte n°2).

### **Recommandations par rapport aux anomalies :**

- Inscrire tous les marchés passés par AO sur l'AGPM (art 6 ET 56 du CPM) ;
- Respecter le délai de cinq (5) jours francs pour la convocation des membres de la CM conformément à l'article 39 du Code des Marchés Publics ;
- Fournir la preuve de la transmission du PVO aux représentants des soumissionnaires (article 67. 4 du code des marchés publics) ;
- Publier l'attribution définitive (article 85 du code des marchés publics).

❖ ***T3=Marché pour les Travaux de construction du Pont de Kédougou***

***Référence : TA3/729/AGR***

***Titulaire : CDE***

***Montant : 3 504 829 215 FCFA TTC***

**Le marché n'est pas mentionné dans le PPM de 2013 transmis à la DCMP (art 6 et 56).** Le marché est mentionné dans l'avis général de passation de marchés, publié dans le quotidien LE SOLEIL du 18 janvier 2013 ;

L'Avis d'AO a été publié dans le journal « LE SOLEIL » du 19 Novembre 2012 avec toutes les mentions requises; la date limite de dépôt des offres et l'ouverture des plis sont fixées au 20 décembre 2012.

Non respect du délai de cinq (5) jours francs pour la convocation des membres de la CM conformément à l'article 39 du Code des Marchés Publics. L'ouverture des offres a été reportée au 15 janvier 2013. L'avis de report a été publié dans le journal « LE SOLEIL » du 18 décembre 2012. L'ouverture des plis s'est effectuée en séance publique le 15 janvier 2013 en présence des membres habilités de la Commission des Marchés et des représentants des soumissionnaires. une commission d'analyse pour l'évaluation des offres a été mise en place.

Le PV d'ouverture des plis a été signé par les membres de la Commission des Marchés ; **La preuve de la transmission du PVO aux représentants des soumissionnaires** conformément à l'article 67 alinéa 4 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics, **n'a pas été remise à la Mission d'Audit ;**

Le rapport d'évaluation a été validé le 28 février 2013 par la commission des marchés. le délai observé entre l'ouverture des offres et l'approbation du rapport d'évaluation a été de plus de 44 jours en violation de l'article 70 du CMP qui fixe un délai de 15 jours entre l'ouverture des plis et la proposition d'attribution provisoire ;

L'attribution provisoire a fait de l'objet de publication dans le journal « LE SOLEIL » du 27 mars 2013, avec toutes les mentions requises à l'exception du délai d'exécution. L'attribution provisoire a été notifiée au titulaire par la lettre N°0642 AGEROUTE/DG/CPM du 02 avril 2013. Les autres candidats ont été informés du rejet de leurs offres à la même date ;

Le contrat a été signé par le DG de l'AGEROUTE SENEGAL le 07 JUIN 2013, et enregistré au niveau du service des impôts et domaines. Le marché a été approuvé le 12 juillet 2013 par le Ministre délégué auprès du Ministre de l'économie et des finances chargé du budget. Le marché a fait l'objet de notification écrite le 19 juillet 2013, avec un délai d'exécution de 16 mois à compter du quinzième jour de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des travaux (ordre de service de commencer N°259/DPOA/DGTOA/ AGR du 23/08/2013, Date de démarrage effectif : le 07/09/2013).

**Le marché n'a pas fait l'objet d'une publication de l'attribution définitive** en violation de l'article 85 du code des marchés publics ;

Les contrôles et avis de la DCMP sur le marché ont été effectués sur le DAO, le rapport d'analyse, le PV d'attribution provisoire ainsi que sur le projet de marché ;

### **Exécution du marché :**

Le marché n'est pas encore réceptionné selon le coordonnateur de la CPM. Toutes les garanties ont été fournies

- Garantie de bonne exécution;
- Retenue de Garantie.

### **Situation des paiements :**

Trois règlements d'un montant total de 1 304 277 006 F.cfa TTC ont été effectués sur le marché. Ces règlements s'analysent comme suit :

-Règlement facture N°069/13 du 18 septembre 2013 d'un montant de 700 965 843 F.cfa TTC relative à l' avance de démarrage (20% du montant du marché TTC) par chèque Trésor barré N°0143124 du 11/10/13 libellé à l'ordre de CDE compte BIS N°017345040138 ;

-Règlement décompte N°01 d'un montant de 229 042 720 F.cfa TTC et décompte N°02 d'un montant de 217 275 695 F.cfa TTC par cheque Trésor barré N°0143231 du 24/06/14 d'un montant de 446 318 415 F.cfa TTC libellé au nom de CDE compte BIS N°017345040138

-Règlement décompte N°03 d'un montant de 156 992 748 F.cfa TTC par cheque Trésor barré N°0168324 du 12/08/14 d'un montant de 156 992 748 F.cfa TTC libellé au nom de CDE compte N°017345040138/76-BIS

**Recommandations:**

- Mentionner obligatoirement chaque marché à exécuter dans l'année sur le PPM correspondant (art 6 et 56 du CMP);
- Respecter le délai de cinq (5) jours francs pour la convocation des membres de la CM conformément à l'article 39 du Code des Marchés Publics ;
- Fournir la preuve de la transmission du PVO aux représentants des soumissionnaires (article 67. 4 du code des marchés publics ;
- Respecter le délai de 15 jours entre l'ouverture des plis et la proposition d'attribution provisoire (art 70 du CMP).
- Publier l'attribution définitive (article 85 du code des marchés publics).

❖ T4=Marché pour les Travaux aménagement pistes désenclavement ZG/KD/SD		
Référence : TA2/737/AGR		
Titulaires	Lots	Montants : FCFA TTC
AREZKI SA	Lot1	452 839 201
	Lot2	567 894 551
	Lot3	499 451 586
	Avenant n°1	297 844 808
TOTAL		1 818 030 146

Le marché est mentionné dans le PPM de 2013 transmis à la DCMP. Le marché est mentionné dans l'avis général de passation de marchés, paru dans le journal « LE SOLEIL » du 18 Janvier 2013. Le dossier a été conçu conformément au dossier type d'AO diffusé sur le site des Marchés Publics du Sénégal ;

L'avis d'AON a été publié dans le journal « Le Soleil » du 01 Mars 2013 avec toutes les mentions requises par la réglementation. La date limite de dépôt des offres est fixée au 16 Avril 2013 0 à 10h 30mn par conséquent un délai de 45 jours est accordé.

Non respect du délai de cinq (5) jours francs pour la convocation des membres de la CM conformément à l'article 39 du portant Code des Marchés Publics ;

Les offres ont été ouvertes en séance publique le 16 Avril 2013 à 10h30mn en présence des membres habilités de la Commission des Marchés, d'un membre de la Cellule de Passation des Marchés comme rapporteur, d'un observateur de l'AGEROUTE et des représentants des soumissionnaires. une commission d'analyse pour l'évaluation des offres a été mise en place. **La preuve de la transmission du PVO aux représentants des soumissionnaires conformément à l'article 67 alinéa 4 du code des marchés publics, n'est pas fournie ;**

La Commission des Marchés a décidé le 23 Mai 2013 à 11H30 mn, d'attribuer provisoirement le Marché à l'entreprise AREZKI pour les trois lots suite à la lecture et commentaire du rapport d'évaluation de la Commission d'analyse.

La lettre de notification provisoire n°1189 du 17 JUIN 2013 est transmise à l'attributaire. Les candidats non retenus ont tous été informés par lettres n°1183, 1184, 1185, 1186, 1187 et 1188 du 17 Juin 2013 ;

L'attribution provisoire a fait l'objet de publication dans le journal Le Soleil du 17 Juin 2013 avec toutes les mentions requises à l'exception du délai d'exécution;

Le marché signé par le Directeur Général de l'AGEROUTE et le Directeur de la DGER le 07 Août 2013, est conforme au projet contenu dans le DAO. Le marché a été enregistré au niveau des impôts et domaines le 11 Octobre 2013 ;

Le marché a été approuvé le 30 Août 2013 par le Directeur de Cabinet pour le Ministre délégué auprès du Ministre de l'Economie et des Finances chargé du Budget ;

Le marché a fait l'objet d'une immatriculation par la DCMP le 04 septembre 2013 sous le N°1513/13. Le début d'exécution du contrat devant être fixé par ordre de service de démarrage ultérieur. L'ordre de Service de démarrage N°49/DG/DGER/AGR/13 du 28/10/ 2013 est remis le même jour. Donc le délai contractuel de huit (08) mois prend effet à compter du 15ème jour de la date de sa notification à l'attributaire. Le délai d'exécution commence à courir à partir du 12 novembre 2013 jusqu'en juillet 2014(08 mois). Une suspension des travaux est intervenue le 15/07/2014 par ordre de service N°39/DG/DGER/ AGR /14. L'ordre de service N°62/DG/DGER/AGR/14 autorise le redémarrage des travaux quinze (15) jours après la notification du 10/11/2014 soit le 25/11/2014 pour un délai d'exécution de l'avenant de un mois ;

**Le marché n'a pas fait l'objet d'une publication de l'attribution définitive** en violation de l'article 85 du code des marchés publics ;

Les contrôles et avis de la DCMP sur le marché ont été effectués sur le DAO, le rapport d'analyse, le PV d'attribution provisoire ainsi que sur le projet de marché ;

**Exécution du marché :**

Les garanties requises sont fournies :

- garanties de remboursement d'avance,
- garanties de bonne exécution, Garanties délivrées par la Société Nationale d'Assurance du Crédit & du Cautionnement Agréée Par Le MEF.

Les réceptions ne sont pas encore effectuées Aux derniers décomptes N°7 (établi le 30/11/2014) les travaux sont exécutés à hauteur de (1 723 749 637FCFA/1 818 030 146 FCFA) 94,8%

**Situation des paiements : 07 Décomptes sont réglés**

N°1 : Etabli le 30/11/2013 transmis au FERA le 18/02/2014 et payé le 07/03/2014 par CH Trésor°158033 pour 161 981 385 FCFA.

-N°2 : Etabli le 30/01/2014—Transmis à FERA le 14/03/2014 et payé le 25/03/2014 par CH N°163403 pour 206 023 104 FCFA

-N°3 : Etabli le 30/03/2014—Transmis à FERA le 25/04/2014 et payé le 02/05/2014 par CH N°163409 pour 271 364 011 FCFA

-N°4 : Etabli le 12/05/2014—Transmis à FERA le 06/06/2014 et payé le 12/06/2014 par CH N°163443 pour 302 983 727 FCFA

-N°5 : Etabli le 15/06/2014—Transmis à FERA le 24/07/2014 et payé le 06/08/2014 par CH N°163367 pour 256 812 368 FCFA

-N°6 : Etabli le 15/07/2014—Transmis à FERA le 06/08/2014 et payé le 07/08/2014 par CH N°163244 pour 221 385 258 FCFA

-N°7(Marché de base et Avenant) : Etabli le 30/11/2014—Transmis à FERA le 19/01/2015 et payé le 02/02/2015 par CH N°158188 pour 99 635 485 FCFA (Marché de base) et pour 203 564 300 FCFA(Avenant)

La procédure de passation n'a pas fait l'objet de recours ni de litige.

***Recommandations par rapport aux anomalies :***

- Respecter le délai de cinq (5) jours francs pour la convocation des membres de la CM conformément à l'article 39 du Code des Marchés Publics ;
- Fournir la preuve de la transmission du PVO aux représentants des soumissionnaires (article 67. 4 du code des marchés publics) ;
- Publier l'attribution définitive (article 85 du code des marchés publics).

❖ *PII=Marché de Supervision des travaux de construction des ponts de GEOLE et de HALWAR*

*Référence :CC2/0392AGR*

*Titulaire : CONSEIL INGENIERIE ET RECHERCHE APPLIQUEE (CIRA)*

*Montant : 393 459 200 FCFA TTC*

**Le marché n'est pas indiqué dans le PPM de 2013 transmis à la DCMP (ART 6 et 56 du CMP).** Le marché est inscrit dans l'avis général de passation de marchés publié le 18 janvier 2013 dans LE SOLEIL. Le marché a fait l'objet d'un appel à manifestation d'intérêts publiée au journal LE SOLEIL du 19 juillet 2012 ; la date limite de dépôt des dossiers de candidatures a été fixée au 02 aout 2012 ;

Les membres de la commission ont été convoqués le 02 aout 2012 pour une ouverture des candidatures prévue le même jour ; le délai de 5 jours francs pour la convocation des membres de la CM en réunion n'est pas respecté ;(art 39.1)

La liste restreinte est composée des bureaux classés aux 3 premières places à la suite de l'évaluation des manifestations d'intérêts ;

L'avis de la DCMP a été recueilli sur l'AMI et la DP. La DCMP a donné son avis de non objection suivant la lettre N°5295/MEF/DCMP du 28/11/2012 ;

La date de la lettre d'invitation est le 27 décembre 2012, pour une date limite de dépôt des offres fixée au 29 janvier 2013 ;

L'ouverture des offres s'est déroulée en deux temps : les offres techniques des trois soumissionnaires sectionnés ont été ouvertes le 29/01/2013 ; les offres financières des deux soumissionnaires retenus ont été ouvertes le 19/03/2013.

**La preuve de la transmission des PVO aux représentants des soumissionnaires conformément à l'article 67 alinéa 4 du CMP, n'est pas fournie, aussi bien pour les offres techniques que pour les offres financières.**

La Commission des Marchés a décidé le 26 mars 2013 d'attribuer provisoirement le Marché à CIRA Ingénieur Conseil suite à la lecture et commentaire du rapport d'évaluation de la Commission d'analyse ;

A chaque étape de la procédure, l'avis de la DCMP a été sollicité, et qui par ses Avis de Non Objection(ANO) autorise la poursuite des opérations ;

La DCMP par la lettre N°002026/MEN/DCMP du 22 avril 2013 a donné son ANO sur le rapport d'analyse comparative de propositions financières et le procès verbal d'attribution provisoire ;

La notification de l'attribution provisoire et le rejet des offres des autres candidats ont été respectivement matérialisés par les lettres N°905, 904 et 903 AGEROUTE/ DG/ CPM du 03 mai 2013 ;

L'attribution provisoire a été publiée dans le journal LE SOLEIL du 30 avril et 1<sup>er</sup> mai 2013 ; Le marché a été approuvé par le Ministre délégué auprès du Ministre de l'économie et des finances le 30 aout 2013 ; La date de notification du marché est le 11 septembre 2013 ;

**L'attribution définitive n'a pas fait l'objet de publication (art 85.5) ;**

### **Exécution du marché :**

Les rapports ont été produits conformément à l'article 3.8 du marché :

- Les rapports mensuels produits sont au nombre de 15 et concernent la période de novembre 2013 à janvier 2015.
- Les rapports trimestriels sont au nombre de 05 : - Novembre 2013 à janvier ; Février à avril 2014 ; Mai à juillet 2014; Aout à octobre 2014 ; Novembre à janvier 2015.

### **Situation des paiements :**

La situation des paiements se présente comme suit :

Règlement de la facture N° 018 du 07 avril 2014 relative au décompte N°01 du 03 novembre au 28 février 2014 par un virement d'un montant de 65 423 428 F.cfa TTC pour le compte de CIRA pointé avec l'ordre de virement N° 313/OV/ AGEROUTE/DG/DFC/DF/Km adressé à la BICIS le 16 juin 2014.

Règlement de la facture N° 039 du 02 juillet 2014 relative au décompte N°05 du 1<sup>er</sup> au 30 juin 2014, de la facture N°020 du 15 avril 2014 relative au décompte N°02 du 1<sup>er</sup> au 31 mars 2014, de la facture N° 025 du 06 mai 2014 relative au décompte N°03 du 1<sup>er</sup> au 30 avril 2014, de la facture N°030 du 04 juin 2014 relative au décompte N°04 du 1<sup>er</sup> au 31 mai 2014 par un virement d'un montant de 108 188 300 F.cfa TTC pour le compte de CIRA pointé avec l'ordre de virement N° 483/OV/ AGEROUTE/DG/DFC/DF/Km adressé à la BICIS le 18 Août 2014.

Règlement de la facture N° 046 du 04 Août 2014 relative au décompte N°06 du 1<sup>er</sup> au 31 Juillet 2014 par un virement d'un montant de 27 991 075 F.cfa TTC pour le compte de CIRA pointé avec l'ordre de virement N° 692/OV/ AGEROUTE/DG/DFC/DF/Km adressé à la BICIS le 17 novembre 2014.

Règlement de la facture N° 066 du 20 Octobre 2014 relative au décompte N°08 du 1<sup>er</sup> au 30 Septembre 2014 par un virement d'un montant de 27 991 075 F.cfa TTC pour le compte de CIRA pointé avec l'ordre de virement N° 768/OV/ AGEROUTE/DG/DFC/DF/Km adressé à la BICIS le 29 décembre 2014.

Règlement de la facture N°050 du 01 septembre 2014 relative au décompte N°07 du 1<sup>er</sup> au 31 Août 2014 par un virement d'un montant de 27 991 075 F.cfa TTC pour le compte de CIRA pointé avec l'ordre de virement N° 712/OV/ AGEROUTE/DG/DFC/DF/Km adressé à la BICIS le 25 novembre 2014

### **Recommandations par rapport aux anomalies :**

- Inscrire tous les marchés passés par AO sur l'AGPM.( art 6 ET 56 du CPM) ;
- Respecter le délai de cinq (5) jours francs pour la convocation des membres de la CM conformément à l'article 39 du Code des Marchés Publics ;

- Fournir la preuve de la transmission du PVO aux représentants des soumissionnaires (article 67. 4 du code des marchés publics)
- Publier l'attribution définitive (article 85 du code des marchés publics)

### Marchés n'ayant pas atteint le seuil de revue de la DCMP

Quatre (4) marchés passés par AO et n'ayant pas atteint le seuil de revue de la DCMP ont été relevés. Il s'agit :

- Du marché des travaux d'entretien et ou de construction d'OA dans la région de Kédougou
- Du marché de service de gardiennage locaux siège et antenne Dakar (renouv.)

❖ *T5= marché des travaux d'entretien et ou de construction d'OA dans la région de Kédougou*

*Référence : TAI/728/AGR*

*Titulaire : ETTP.BAT*

*Montant : 159 596 888FCFA TTC*

Le marché est mentionné dans le PPM de 2012 transmis à la DCMP. Le marché est mentionné dans l'avis général de passation de marchés, publié par l'Autorité Contractante dans le journal le « SOLEIL » du 04 Janvier 2012.

Le dossier a été conçu conformément au dossier type d'AO diffusé sur le site des Marchés Publics du Sénégal. L'avis d'AON a été publié dans le journal « Le Soleil » du 14 Novembre 2012 avec toutes les mentions requises par la réglementation. La date limite de dépôt des offres est fixée au 18 décembre 2012 à 10h 39 mn par conséquent un délai de 34 jours est accordé alors qu'un délai d'un mois est requis.

Les lettres de convocation des membres de la CM sont du 14 décembre 2012 pour une séance d'ouverture fixée au 18 décembre 2012. Les cinq (05) jours francs ne sont pas respectés (l'article 39 du CMP). Les offres ont été ouvertes en séance publique le 18 décembre 2012 à 10h30mn en présence des membres habilités de la Commission des Marchés, d'un membre de la Cellule de Passation des Marchés comme rapporteur, d'un observateur de l'AGEROUTE et des représentants des soumissionnaires ; et une commission d'analyse pour l'évaluation des offres a été mise en place ;

Le PV d'ouverture des plis a été signé par les membres de la Commission des Marchés de l'AGEROUTE. **La preuve de la transmission du PVO aux représentants des soumissionnaires conformément à l'article 67 alinéa 4 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics, n'est pas fourni.**

La Commission des Marchés a décidé le 14 février 2013 d'attribuer provisoirement le Marché à l'entreprise ETTP.BAT suite à la lecture et commentaire du rapport d'évaluation de la Commission d'analyse.

Tous les soumissionnaires ont été informés de l'attribution provisoire du Marché le 28 Février 2013 par lettre N° 339 – 353/ AGR /DG/DGER. L'attribution provisoire a fait l'objet de publication dans les journaux « L'AS QUOTIDIEN » du 28 Février 2013 et « SUD QUOTIDIEN » du 19 Avril 2013.



Le contrat a été signé par le DG de l'AGEROUTE le 12 AVRIL 2013 et par le Directeur de la DGER le 11 Avril 2013. L'attributaire du Marché a signé le 08 Avril 2013. Le contrat a été enregistré le 26 juillet au Bureau de recouvrement de NGOR ALMADIES.

Le marché a été approuvé le 25 juin 2013 par le Directeur de Cabinet pour le Ministre délégué auprès du Ministre de l'Economie et des Finances chargé du Budget ;

Le marché a fait l'objet d'une immatriculation par la DCMP le 27 juin 2013 sous le n° 0931 et de notification à l'attributaire le 03 juillet 2013 reçu le même jour. Les délais d'exécution du contrat devant être fixés par ordre de service ultérieur ; Ordre de Service de démarrages: OS N°38/DG/DGER/AGR/13 du 13 août 2013. Donc le délai d'exécution commence à courir à partir du 28 AOÛT 2013 jusqu'au 28 décembre 2013(04 mois)

**Le marché n'a pas fait l'objet d'une publication de l'attribution définitive** en violation de l'article 85 du code des marchés publics ;

Les contrôles et avis de la DCMP sur le marché ont été effectués sur le DAO, le rapport d'analyse, le PV d'attribution provisoire ainsi que sur le projet de marché ;

### **Exécution du marché :**

Les garanties requises sont fournies :

- garanties de remboursement d'avance,
- garanties de bonne exécution, Garanties délivrées par la BANQUE REGIONALE DE SOLIDARITE agréée par le MEF.

A la date du 07/09/2014 les travaux sont exécutés à hauteur de 22% pour un marché qui devait être réceptionné le 28/12/2013. Plusieurs lettres de mise en demeure par voies d'huissier sont adressées à l'entreprise ETTP BAT après un constat d'arrêt des travaux sans motif et une procédure de résiliation était en cours pour mettre un terme à cette situation.

### **Situation des paiements :**

Entre l'avance de démarrage et le décompte n° 1 il y a un an de décalage : Décompte N°00 du 29/07/2013: AVANCE DE DEMARRAGE de 31 919 378 FCFA réglée le 27 NOVEMBRE 2013 ; Décompte N°01 du 07/09/2014 de 35 587 688 FCFA transmis au FERA le 26/09/2014.

### **Recommandations par rapport aux anomalies :**

- Respecter le délai de cinq (5) jours francs pour la convocation des membres de la CM conformément à l'article 39 du Code des Marchés Publics ;
- Fournir la preuve de la transmission du PVO aux représentants des soumissionnaires (article 67. 4 du décret code des marchés publics ;
- Publier l'attribution définitive (article 85 du code des marchés publics).

❖ *SI= Marché de service de gardiennage locaux siège et antenne Dakar (renouv.)*

*Référence : C/0380/AGR*

*Titulaire : BSI*

*Montant : 29 273 676 FCFA TTC*

Il s'agit d'un avenant de renouvellement du marché initial de service N°S/0088/13 du 08/11/12 ; l'avenant contient la prise en charge du coût des prestations résultant de la reconduction du marché N° S/0088/13 du 08/11/2012 pour une durée de 12 mois ;

Le contrat a été enregistré au niveau des impôts et domaines le 03 avril 2014. Le marché a été approuvé le 08 novembre 2013 par le DG de l'AGEROUTE.

#### **Exécution du marché :**

Le marché a été exécuté comme en attestent les cachets de certification de service fait du DARH sur les factures réglées et la production du rapport semestriel conformément aux dispositions de la clause 2.3 du marché initial N° S/0088/13 du 08/11/2012

#### **Situation des paiements :**

- règlement des factures N° 753/2013 du 22 novembre 2013, N°32/2014 du 16 janvier 2014, N°827/2013 du 16 décembre 2013, N°186/2014 du 17 mars 2014 et N°109/2014 du 17 février 2014 d'un montant total de 12 197 365 F.cfa TTC par ordre de virement N°287/ov/ AGR /DG/ACP /DF/rd du 06/06/2014 adressé à UBA au profit du compte BSI N° SN06001030609897063000/36 ouvert dans les livres du Crédit du Sénégal ;
- règlement de la facture N° 659/2014 du 24 septembre 2014 d'un montant de 2 439 473 F.cfa TTC par ordre de virement N°652/ov/ AGR /DG/ACP /DF du 27/10/2014 adressé à UBA au profit du compte BSI N° SN06001030609897063000/36 ouvert dans les livres du Crédit du Sénégal ;
- règlement des factures N°500 /2014 du 23 juillet 2014 d'un montant de 2 439 473 F.cfa TTC par ordre de virement N°490/ov/ AGR /DG/ACP /DF du 20/08/2014 adressé à UBA au profit du compte BSI N° SN06001030609897063000/36 ouvert dans les livres du Crédit du Sénégal.
- règlement des factures N° 263/2014 du 17 avril 2014, N°342/2014 du 26 mai 2014 et N°421/2014 du 16 juin 2014 d'un montant total de 7 318 419 F.cfa TTC par ordre de virement N°414/ov/ AGR /DG/ACP /DF/rd du 23/07/2014 adressé à UBA au profit du compte BSI N° SN06001030609897063000/36 ouvert dans les livres du Crédit du Sénégal ;
- Les paiements sont conformes aux conditions fixées dans le contrat ;

- Il n'a pas été constaté d'anomalie.

❖ *PI2= Marché pour la sélection d'un consultant pour l'actualisation études environnementales et sociales VDN 2*

*Référence :CCI/0393/AGR*

*Titulaire : GPT/TRANSECOR/CEDI SAHEL*

*Montant : 78.251.700 F CFA TTC*

Le marché est indiqué dans le PPM transmis à la DCMP et dans l'avis général de passation de marchés publié dans le quotidien « LE SOLEIL » du 18/01/2013 ;

Le marché a fait l'objet d'un appel à manifestation d'intérêts (AMI) publié dans le journal « LE SOLEIL » du 08 AOÛT 2012.

La liste restreinte est composée de six bureaux à la suite de l'évaluation des manifestations d'intérêts ; La demande de proposition est conforme au modèle de l'ARMP ; La lettre d'invitation est datée au 07 janvier 2013 pour une date limite de dépôt des offres fixées au 05 février 2013 à 10 H 30 ;

Le respect du délai de cinq (5) jours francs pour la convocation des membres de la CM conformément à l'article 39 du CMP n'est pas observé ;

L'ouverture des offres a été effectuée en deux (2) étapes conformément à la réglementation ;

Les offres techniques des soumissionnaires ont été ouvertes en séance publique le 05 février 2013 à 10 H 30 mn en présence des membres habilités de la Commission des Marchés et le représentant du groupement TRANSECOR/CEDI SAHEL. L'ouverture des offres a consisté à une vérification des pièces administratives et à la mise en place d'une commission d'analyse chargée de l'évaluation des offres reçues ;

Le PV d'ouverture des plis a été signé par les membres de la Commission des Marchés de l'AGEROUTE le 05 février 2013. **Toutefois la preuve de la transmission du PVO aux représentants des soumissionnaires conformément à l'article 67 alinéa 4 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics, ne nous a pas été fournie ;**

Les contrôles et avis de la DCMP ont été effectués sur l'AMI, les PVO, tous les rapports d'analyse et le PV d'attribution provisoire ;

L'attribution provisoire a fait l'objet de publication dans le journal « LE SOLEIL » du 19 juin 2013 ; Les soumissionnaires non retenus sont informés du rejet de leurs offres ;

Le marché a été signé le 27 juin 2013, et approuvé le 31 juillet 2013 par le Président du conseil de surveillance de l'AGEROUTE ; il a été notifié le 22 AOÛT 2013 avec un ordre de service de commencer daté pour 19 septembre 2013 ;

**La publication de l'attribution définitive n'a pas été effectuée** en violation de l'article 85-4 du décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;

### Exécution du marché :

**Le rapport définitif n'était pas encore disponible au moment de cette revue (FEVRIER-MARS 2015) en violation du délai contractuel de 20 semaines (5 mois) ; un retard de plus de 12 mois est constaté ;**

Le marché conclu entre l'AGEROUTE et le titulaire **ne prend pas en compte :**

- La **garantie de bonne exécution** en violation de l'arrêté n°12791 du 26/12/2012 pris en application de l'article 114 du CMP ;
- Les **pénalités de retards** en violation de l'article 133 du CMP ;

### Situation des paiements :

La situation des paiements (mise à notre disposition) sur ce marché se présente comme suit :

5.650.340 F CFA TTC par chèque trésor n°0143133 du 06/11/2013 (représentant le décompte n°1 soit 20% du montant du marché) ;

46.951.020 F CFA TTC par chèque trésor n°143233 du 24/06/2014 (représentant le décompte n°2 soit 60% du montant du marché).

Soit un total règlement de 62.601.360 FCFA TTC au moment de notre intervention (février-mars 2015). Ainsi le restant à payer sur ce marché de 15.650.340 F CFA TTC (soit 20% du montant du marché) sera réglé à la livraison du rapport définitif.

### Recommandations par rapport aux anomalies :

- Respecter le délai de cinq (5) jours francs pour la convocation des membres de la CM conformément à l'article 39 du CMP ;
- Fournir la preuve de la transmission du PVO aux représentants des soumissionnaires (article 67. 4 du CMP).
- Publier l'attribution définitive (article 85 du CMP)
- Prendre en compte la garantie de bonne exécution si le seuil est atteint conformément à l'arrêté n°12791 du 26/12/2012 pris en application de l'article 114 du CMP ;
- Prévoir l'application de pénalités de retards conformément à l'article 133 du CMP ;
- Respecter les délais d'exécution des marchés.

❖ **PI3=Marché pour la sélection d'un consultant pour Organisation et Exécution campagne IS Mission II**

**Référence : CC1/389/AGR**

**Titulaire : APAVE SAHEL**

**Montant : 69.775.000 F CFA TTC**

**Le marché n'est pas indiqué dans le PPM transmis à la DCMP ni dans l'avis général de passation de marchés** publié dans le quotidien « LE SOLEIL » du 18/01/2013 ; il s'agit d'un marché dont le lancement a eu lieu au courant de l'exercice 2010 ;

**Le support de publication de l'Avis Manifestation d'intérêt (AMI), le PV d'ouverture ainsi que le PV d'évaluation des manifestations d'intérêt n'ont pas été transmis à la mission lors de cette revue ;**

La demande de proposition est conforme au modèle de l'ARMP. La lettre d'invitation est du 15 septembre 2010 alors que la date limite du dépôt des offres est fixée au 21 octobre 2010 à 10H 30 Mn ;

L'ouverture des offres a été effectuée en deux (2) étapes conformément à la réglementation. Les offres techniques des soumissionnaires ont été ouvertes en séance publique le 21 OCTOBRE 2010 à 12 H (soit un retard de 01 h 30 mn) en présence des membres habilités de la Commission des Marchés (de 2010) et des représentants des soumissionnaires (qui ont tous émargés sur la feuille de présence). L'ouverture des offres a consisté à une vérification des pièces administratives et à la mise en place d'une commission d'analyse chargée de l'évaluation des offres reçues ;

Le PV d'ouverture des plis a été signé par les membres de la Commission des Marchés de l'AGEROUTE désigné à l'époque (2010) le 21 octobre 2010. **Toutefois la preuve de la transmission du PVO aux représentants des soumissionnaires conformément à l'article 67 alinéa 4 du CMP, ne nous a pas été fournie ;**

La CM a attribué provisoirement le marché le 08 mars 2011 08 mars 2011. L'attribution provisoire a fait l'objet de publication dans le journal « LE SOLEIL » du 06 janvier 2012. **La preuve de l'information aux bureaux non retenus, ne nous a pas été fournie ;**

Le marché a été signé le 04 juin 2013, et approuvé le 14 juin 2013 par le Président du conseil de surveillance de l'AGEROUTE ; il a été notifié le 29 juillet 2013 avec un ordre de service de commencer le 29 juillet 2013 et un délai d'exécution de cinq (5) mois;

**La publication de l'attribution définitive n'a pas été effectuée** en violation de l'article 85-4 du CMP ;

**Exécution du marché :** Le rapport final a été livré en janvier 2013 ;

### **Situation des paiements :**

La situation des paiements sur ce marché (intégralement liquidé) se présente comme suit :

- 13.955.000 F CFA TTC par chèque trésor représentant le décompte avance de démarrage soit 20% du montant du marché ;
- 6.977.500 F CFA TTC par chèque trésor, représentant le décompte n°1 soit 10% du montant du marché ;
- 17.443.750 F CFA TTC par chèque trésor représentant le décompte n°2 soit 25% du montant du marché ;
- 17.443.750 F CFA TTC par chèque trésor n°158046 du 07/03/2014 (représentant le décompte n°3 soit 25% du montant du marché) ;

- 13.955.000 F CFA TTC par chèque trésor n°163440 du 12/06/2014 (représentant le décompte n°4 soit 20% du montant du marché).
- Soit un total règlement de 69.775.000 FCFA TTC (100%).

### ***Recommandations par rapport aux anomalies :***

- Fournir le support de publication de l'Avis Manifestation d'intérêt (AMI), le PV d'ouverture ainsi que le PV d'évaluation des manifestations d'intérêt.
- Veiller à l'ouverture des plis au respect de la date et de l'heure limites de dépôt des offres précisées dans le dossier d'appel à la concurrence (art 67.2 du CMP).
- Fournir la preuve de la transmission du PVO aux représentants des soumissionnaires (article 67. 4 du CMP).
- Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres (art 83.3 du CMP)
- Publier l'attribution définitive (article 85 du code des marchés publics).

### **Marchés conclus par AOR :**

L'AGEROUTE n'a pas conclu de marché par Appel d'offre restreint (AOR) durant l'exercice 2013.

### **Marchés de prestations intellectuelles :**

Trois marchés prestations intellectuelles sont notés sur l'échantillon des marchés de 2013. Il s'agit des AO ci-dessous :

- Supervision travaux de construction Ponts de Géole et de Halwar pour un montant de 393 459 200 FCFA TTC.
- Actualisation études environnementales et sociales VDN pour un montant de 2 78 251 700 FCFA TTC.
- Organisation et Exécution campagne IS Mission II pour un montant de 69 775 000 FCFA TTC.

Ces marchés ont été examinés au point 3.3.3.1 et au point 3.3.3.

### **Marchés conclus par DRP :**

Ils sont au nombre de trois marchés de fournitures sur l'échantillon et ayant fait l'objet de contrats écrits.

❖ *F1=Marché de fournitures d'Agendas et de Calendriers 2013*

*Référence : F/057/AGR/2013*

*Titulaire : STUDIO ARAIGNEE-SARL*

*Montant : 13 216 000 FCFA TTC*

Cette DRP n'est pas indiquée dans le PPM de 2013 mais dans celui de 2012 transmis à la DCMP.

La DRP a fait l'objet de publicité spécifique par la lettre d'invitation n°2318 / AGR /DG/CPM du 27/11/2012 adressée à cinq candidats ; la date limite de dépôt des offres est fixée au 06/12/2012 à 10heures 30minutes. La réception effective de la lettre d'invitation par les candidats présélectionnés est constatée par un retour d'une copie signée et cachetée par chaque candidat.

Les plis sont ouverts le 06/12/2013 ;

La preuve du respect du délai de cinq (5) jours francs pour la convocation des membres de la CM conformément à l'article 39 du CMP n'est pas fournie. Le PV d'attribution du 21 JANVIER 2013 de la CM, avec la présence de la CPM à la séance comme rapporteur attribue provisoirement le marché relatif à la fourniture d'agendas et de calendriers (chevalets) à la société STUDIO ARAIGNEE.

La lettre de notification d'attribution provisoire n°188/ AGR /DG/CPM du 31 Janvier 2013 a été envoyée à l'attributaire. Les soumissionnaires non retenus sont informés par lettres n° 186,189, 190 et 191 du 31 Janvier 2013. La DRP a fait l'objet du marché N°F/057/AGR SOUSCRIT le 28 JANVIER 2013, approuvé le 28 janvier 2013 et notifie le 29 janvier ; le délai de livraison est de quatre (04) semaines à compter de la date de notification du marché (29/01/2013).

Les résultats de la DRP ne sont publiés sur le site des marchés publics ;

### **Exécution du marché :**

Le bon de livraison N°BL 475 du 12 février 2013 et LE PV de réception des fournitures N°04 du 12 février 2013 attestent que le marché est exécuté. Les délais de livraison indiqués dans le contrat sont respectés.

### **Situation des paiements :**

L'ACP de l'AGEROUTE a procédé au paiement par virement bancaire après exploitation de l'ordre de paiement n°09 DU 28/02/2013 signé par le DG de l'AGEROUTE

### ***Recommandations par rapport aux anomalies :***

- Fournir la preuve du respect du délai de cinq (5) jours francs pour la convocation des membres de la CM conformément à l'article 39 du CMP;
- Publier les résultats de la DRP sur le site des marchés publics.

***F2=Marché pour l'acquisition de pneus destinés aux véhicules de l'AGEROUTE***

***Référence : F/058/2023***

***Titulaire : SICAS***

***Montant : 9.271.597 F CFA TTC***

La DRP n'est pas indiquée dans le PPM de 2013 transmis à la DCMP (art 6 et 56 du CMP). La DRP a fait l'objet d'une publicité par la lettre d'invitation n°0517 du 20 mars 2013, transmise à cinq (5) candidats ; la date limite de dépôt des offres a été fixée au 09 avril 2013. La réception effective de la

lettre d'invitation par les candidats présélectionnés est constatée par un retour d'une copie signée et cachetée par chaque candidat ;

Les plis sont ouverts le 09 AVRIL 2013 ; Le PVO a été signé par les membres habilités de la commission des marchés. La preuve du respect du délai de cinq (5) jours francs pour la convocation des membres de la CM conformément à l'article 39 du décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics n'est pas fournie. **Les lettres aux soumissionnaires non retenus les informant du rejet de leurs offres ne sont pas fournies** (art 83.3),

La DRP a fait l'objet d'un contrat signé le 03 juin 2013 entre le SG de l'AGEROUTE et le représentant de l'entreprise attributaire (SICAS), puis approuvé par le DG de l'AGEROUTE le 04 juin 2013. Le contrat a été enregistré aux impôts et domaines à la date du 10 juin 2013. Les résultats de la DRP ne sont publiés sur le site des marchés publics.

Le délai d'exécution du contrat est de trois (3) semaines à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des prestations qui est fixée au 18 JUIN 2013 ;

### **Exécution du marché :**

La réception des pneus a été effectuée le 03 juillet 2013 par les membres de la commission de réception nommés à cet effet. Elle a fait l'objet d'un PV de réception et d'un BL Le délai de livraison est respecté ;

### **Situation des paiements :**

Le marché a fait l'objet de règlement par ordre de virement (n°296/OV du 11/10/2014 d'un montant de 9.271.598 F CFA) signé par l'ACP de l'AGEROUTE et adressé à la banque UBA. Les paiements sont conformes aux clauses contractuelles.

### **Recommandations par rapport aux anomalies :**

- Mentionner obligatoirement chaque marché à exécuter dans l'année sur le PPM correspondant (art 6 et 56 du CMP);
- Fournir la preuve du respect du délai de cinq (5) jours francs pour la convocation des membres de la CM conformément à l'article 39 du Code des Marchés Publics ;
- Fournir la preuve que les soumissionnaires non retenus sont informés du rejet de leurs offres ;
- Publier les résultats de la DRP sur le site des marchés publics.

❖ *F3=Marché pour la fourniture d'agendas et de calendriers (CHEVALETS) pour l'année 2014*

*Références : F/062/2013*

*Titulaire : AMELLE COM*

*Montant : 8 149 080 F.CFA TTC*

**La DRP n'est pas indiquée dans le PPM transmis à la DCMP** (art 6 et 56 du CMP). La DRP a fait l'objet d'une publicité par la lettre d'invitation du 06 NOVEMBRE 2013, transmise à cinq (5) candidats ; la date limite de dépôt des offres a été fixée au 26 novembre 2013 ;



La réception effective de la lettre d'invitation par les candidats présélectionnés n'est pas fournie l'article 78.2 sur la sollicitation simultanée des candidats ;

Les membres de la commission ont été convoqués le 22 novembre 2013 pour une ouverture des plis prévue le 26 novembre 2013 ; le délai de cinq (5) jours francs pour la convocation des membres de la CM conformément à l'article 39 du CMP n'est pas respecté ;

Les offres ont été ouvertes en présence des membres de la CM, d'un membre de la CPM et du représentant d'un candidat. L'attribution provision a été faite à la date du 10 décembre 2013. Les lettres N° 2477, 2478, 2479 AGR /DG/CPM du 16 décembre 2013 ont été adressées aux soumissionnaires non retenus ;

La DRP a fait l'objet d'un contrat signé le 26 décembre 2013 entre le SG de l'AGEROUTE et le représentant de l'entreprise attributaire, approuvé par le DG de l'AGEROUTE le même jour puis notifié le 02 JANVIER 2014;

Les résultats de la DRP ne sont publiés sur le site des marchés publics.

### **Exécution du marché :**

Le délai d'exécution du contrat est de quatre (4) semaines à compter de la date de notification du marché.

La réception effective des fournitures est matérialisée par le procès verbal de réception N°53 du 17 avril 2014 signé par les membres de la commission de réception. La livraison n'a pas été effectuée conformément à l'article 06 du marché, c'est-à-dire quatre (04) semaines à compter de la date de notification du marché. Elle a eu lieu le 02 avril 2014 et la notification du marché est datée du 02 janvier 2014. Ainsi le retard de livraison est de neuf (09) semaine.

### **Situation des paiements :**

Le marché a été entièrement réglé avec l'ordre de virement N°364/ov/ AGR /DG/ ACP/D adressé à UBA Zone 12 Almadies le 03 juillet 2014. Les pénalités de retard de livraison ont été appliquées conformément à l'article 12 du marché.

Le paiement s'est fait conformément aux conditions fixées dans le contrat Le paiement s'est fait conformément aux conditions fixées dans le contrat.

### **Recommandations par rapport aux anomalies :**

- Mentionner obligatoirement chaque marché à exécuter dans l'année sur le PPM correspondant (art 6 et 56 du CMP);
- Fournir la preuve que les candidats sont sollicités simultanément conformément à l'article 78 du CMP ;
- Respecter le délai de cinq (5) jours francs pour la convocation des membres de la CM conformément à l'article 39 du Code des Marchés Publics ;

### Avenants :

L'AGROUTE a passé deux avenants durant l'exercice 2013. Il s'agit de :

- l'avenant relatif au marché pour les Travaux de construction des Ponts Géole et Fanaye : pont Géole analysé au point 3.3.3.1 concernant les marchés supérieurs ou égaux au seuil de revue de la DCMP.
- l'avenant de renouvellement relatif au marché de gardiennage des locaux du siège et de l'antenne Dakar analysé au point 3.3.3.2 concernant les marchés n'ayant pas atteint le seuil de revue de la DCMP.

### Evaluation des fractionnements potentiels (demandes de cotation, autres acquisitions) :

Aucun fractionnement n'a été constaté en 2013.

### Marchés ayant fait l'objet de recours auprès du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP :

Aucun recours n'a été noté en 2013 au niveau des marchés de l'échantillon exécutés par l'AGROUTE.

### Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique) :

Il s'agit pour l'audit physique de :

- contrôler, dans le cadre d'une procédure spécifique, la matérialité et la conformité des travaux / fournitures / équipements.
- contrôler, lorsque cette procédure est applicable (biens d'équipement, prestations intellectuelles appuyées par un rapport), la matérialité des prestations par des audits physiques « sur le terrain ».
- contrôler l'existence et le caractère fonctionnel de la Comptabilité des Matières. Ce point a été vérifié au paragraphe 3.2.8.

### Sélection :

La vérification physique des travaux sera effectuée après validation par l'ARMP et devra porter sur les marchés suivants :

Réf du marché	Objet du marché	Type de marché	Mode de passation	Titulaire	Montant F CFA
T_1829/2013	Travaux de réhabilitation du tronçon MANDA DOUANE-VELINGARA d'environ 40 Km (RN6), Région de KOLDA	Travaux	Appel d'Offres Ouvert	GROUPEMENT CSE-SOSETER	10.517.095.409
	Travaux d'entretien de réhabilitation et de construction de pistes de désenclavement dans les régions de Ziguinchor, Kolda et Sédhiou	Travaux	Appel d'Offres Ouvert	AREZKI	Lot 1 : 452 839 201 Lot 2 : 567 894 551 Lot 3 : 499 451 586

### **Travaux à effectuer :**

Ils se feront in situ sur le terrain, et par rapprochement des PV de chantiers et des P.V de réception. Les travaux se feront sur le terrain et vont porter sur la réalisation effective des prestations, sur le déroulement des chantiers, la tenue des PV des réunions, la détection des cas manifestes et significatifs de malfaçons, de livraisons fictives ou non conformes.

### **Résultats :**

Les résultats relatifs l'audit physique seront connus après la visite de l'expert commis à cet effet.

# **8.SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS**

**8. SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS ET RECOMMANDATIONS :**

Les manquements constatés à la suite de la mission de revue sont résumés dans le tableau ci-dessous :

Non conformités	Articles du CMP	Recommandations
pas inscrits sur l'AGPM	Article 6 et 56 du CMP	Inscrire tous les marchés passés par AO sur l'AGPM
pas inscrits sur le PPM	Article 6, 53 et 56 du CMP	Mentionner les marchés à exécuter dans l'année sur le PPM correspondant
Le délai d'évaluation de 15 jours n'est pas toujours respecté	Article 70 du CMP	Respecter le délai d'évaluation de 15 jours.
La garantie de bonne exécution n'est pas prise en compte pour un marché dont le seuil est atteint.	L'arrêté n°12791 du 26/12/12, en application de l'article 114 du CMP	Prendre en compte la garantie de bonne exécution si le seuil est atteint.
Pénalités de retards non appliquées pour un marché	Article 133 du CMP	Prévoir l'application de pénalités de retards
Traitement inéquitable de prestataire au moment de l'invitation à soumissionner	Article 78	Inviter simultanément les candidats dans les consultations restreintes
le délai de cinq jours francs n'est pas toujours respecté pour la tenue des réunions de la CM	Article 39	Respecter le délai de cinq jours francs pour convoquer les membres de la CM.
Le PV d'ouverture des plis n'a pas été transmis aux différents soumissionnaires	Article 67	Transmettre les PVO aux soumissionnaires
Non publication des résultats de la DRP sur le site des marchés	Article 78 CMP et arrêté n° 107 du 07/01/15	publier les résultats de la DRP sur le site des marchés publics
Non publication de l'attribution définitive	Art 85 du CMP	Publier l'attribution définitive
L'heure d'ouverture des plis n'est pas respectée pour un marché	Art 67.2 du CMP	Veiller au respect de l'heure d'ouverture des plis fixée dans le dossier d'appel à la concurrence
les soumissionnaires non retenus ne sont pas toujours informés du rejet de leurs offres	art 83.3 du CMP	Informers les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres
Retard dans l'exécution des prestations		Appliquer les pénalités de retard en cas de non Respect des délais contractuels.

## 9. Suivi des recommandations antérieures

**9. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES :**

<b>Numéro</b>	<b>Recommandations de 2012</b>	<b>Niveau d'application de la recommandation en 2013</b>
1	Nous recommandons à l'AGEROUTE d'assurer un suivi régulier de l'exécution des marchés et de procéder à l'application des pénalités de retard et le cas échéant	reconduit
	Nous recommandons à l'AGEROUTE d'assurer un suivi des dossiers de marché afin d'éviter des délais trop long de la procédure de passation de marché.	reconduit
	Nous recommandons à l'AGEROUTE d'assurer un suivi régulier de l'exécution des marchés et de procéder à l'application des pénalités de retard et le cas échéant à la résiliation du contrat.	reconduit

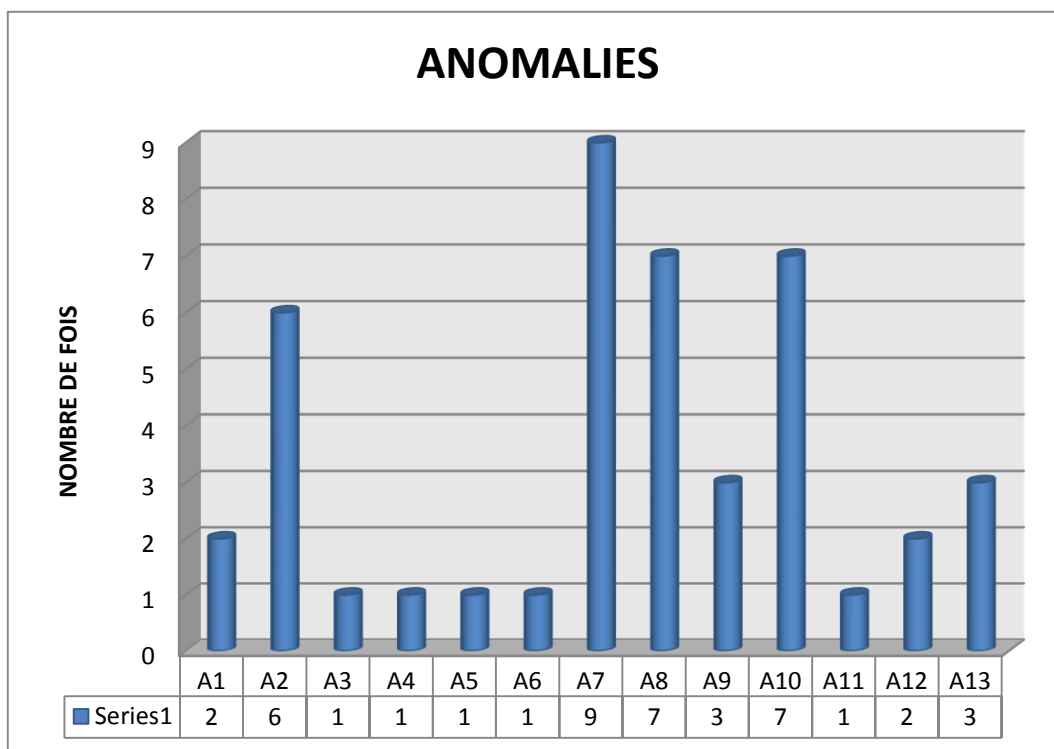
# 10. Statistiques des anomalies



## 10. STATISTIQUES DES ANOMALIES

Les anomalies relatées ci-dessus sont récapitulées dans le tableau suivant :

	ANOMALIES	C M	M	T 1	T 2	T 3	T 4	T 5	P 1	P 2	P 3	S	F 1	F 2	F 3	TOTAL
A1	pas inscrits sur l'AGPM				1						1					2
A2	pas inscrits sur le PPM					1			1		1		1	1	1	6
A3	Le délai de 15 jours entre l'ouverture des plis et la proposition d'attribution provisoire n'est pas toujours respecté						1									1
A4	La garantie de bonne exécution n'est pas pris en compte pour un marché dont le seuil est atteint				1											1
A5	Pénalités de retards non appliqués pour un marché				1											1
A6	Traitement inéquitable de prestataire au moment de l'invitation à soumissionner														1	1
A7	le délai de cinq jours francs n'est pas toujours pas respecté pour la tenue des réunions de la CM				1	1	1	1	1	1			1	1	1	9
A8	Le PV d'ouverture des plis n'a pas été transmis aux différents soumissionnaires				1		1	1	1	1	1					7
A9	Non publication des résultats de la DRP sur le site des marches												1	1	1	3
A10	Non publication de l'attribution définitive				1	1	1	1	1	1	1					7
A11	L'heure d'ouverture des plis notée dans le dossier d'appel à la concurrence n'est pas respectée pour un marché										1					1
	Certains soumissionnaires non retenus ne sont pas toujours informé du rejet de leurs offres										1			1		2
A13	Retard dans l'exécution des prestations			1						1					1	3



# ANNEXES

**ANNEXES**
**Liste des marchés exécutés en 2013 présentée par l'AGEROUTE à la mission**

<b>N0</b>	<b>Objet</b>	<b>Type</b>	<b>Mode</b>	<b>Titulaire</b>	<b>Montant FCFA TTC</b>
01	Travaux de construction Ponts Géole et Fanaye : Pont Géole (avenant)	Travaux	AOI	HENAN CHINE	3 007 140 827
02	Travaux réhabilitation Pont E. Badiane ZG (avenant)	Travaux	AOI	EIFPAGE SENRGAL	1 517 517 440
03	Actualisation Etude des Carrefours VDN 2è Section	PI	CR	ABDOU AZIZ TOURE	29 264 000
04	Travaux construction Ponts mixtes Halwar et Gouloumbou (avenant)	Travaux	AON	HENAN CHINE	2 941 945 860
05	Travaux éclairage public moderne à Touba (avenant)	Travaux	AON	L.S.E	119 433 825
06	Etudes et Supervision Travaux éclairage Cynros	PI	CR	BABACAR NDIAYE	6 678 800
07	Supervision Travaux réhabilitation Pont Emile Badiane (avenant n°2)	PI	CR	AECOM TECSULT INT.	101 888 215
08	Travaux de construction du Pont de Kédougou	Travaux	AON	CDE	3 504 829 215
09	Supervision Travaux de construction du Pont de Kédougou	PI	CR	Gpt ICA/SETADE/ GIC MALI	326 718 400
10	Actualisation étude environnementales et sociales VDN 2	PI	CR	GPT TRANSECOR/ CEDI SAHEL	78 251 700
11	Supervision Travaux de construction Pont de Géole et de Halwar	PI	CR	CIRA SARL	393 459 200
12	Supervision Travaux reconstruction trois Pont de Matam (avenant)	PI	CR	Gpt STUDI/SACI	96 996 000
13	Travaux réhabilitation Manda Douane – Vélingara	Travaux	AON	GPT CSE/SOSETER	10 517 095 409
14	Travaux aménagement esplanade mosquée Tivaouane	Travaux	AON	EERI	1 029 144 133
15	Travaux généraux et d'assainissement points bas Dakar (an 2013)	Travaux	AON	VICAS/CCS	224 639 081
16	Travaux d'entretien de la voirie de Keur Massar	Travaux	AON	CDE	211 852 903
17	Fournitures d'agendas et de Calendriers 2013	Fournitures	DRP	Studio Araignée	13 216 000
18	Travaux Entretien et Construct. O.A. lots 1 & 2 : ZG et KD (avenant)	Travaux	AON	GTC	59 776 075
19	Travaux d'E.P. route en terre régions ZG, KD et SD (avenant)	Travaux	AON	AREZKI SA	124 959 158
20	Marché services aménagements paysages Corniche Ouest (renouv.)	Service	AON	GIE Ardo Wodabé	92 040 000
21	ETE & DAO pour EP Bignona – Diouloulou	PI	CR	BETEC	194 428 600

## Revue de la conformité de la passation des marchés – Gestion 2013

	- Séléti				
22	Organisation et exécution campagne comptage routier et O.D (avenant)	PI	CR	GIC	7 080 000
23	Acquisition de pneus pour parc auto AGEROUTE	Fournitures	DRP	SICAS	9 271 597
24	Couverture assurance parc automobiles Agéroute (avenant)	Service	AON	AXA ASSURANCES	1 286 607
25	Organisation et Exécution campagne IS Mission II	PI	CR	APAVE SAHEL	69 775 000
26	Travaux d'entretien et construction OA Kédougou	Travaux	AON	ETTP. BAT	159 596 888
27	Surveillance et maintenance équipes tunnel Soumbédioune (avenant)	Service	AON	CDE	286 769 417
28	Couverture assurance Parc Auto AGEROUTE	Service	AON	SONAM ASSURANCE SA	11 667 992
29	Surveillance et maintenance station pompage Km 14 – RN1 (renouv.)	Service	AON	EQUIP PLUS	49 303 328
30	Organisation colonie de vacances en 2013	Service	AON	SENEGAL DECOUVERTES	56 908 340
31	Travaux entretien courant route en terre à KG	Travaux	AON	GENITE	199 447 343
32	Travaux construction ouvrage d'art à Tamba	Travaux	AON	C19	236 521 418
33	Travaux aménagement pistes désenclavement lot1 : TC	Travaux	AON	SENTHRAS	1 057 328 640
34	Travaux aménagement pistes désenclavement lot2 : KG	Travaux	AON	TRGC	257 413 460
35	Etude élaboration catalogue dimensionnement chaussées (avenant)	PI	CR	Gpt EGIS/FSTTAR/ SENELABO	84 960 000
36	Travaux aménagement pistes désenclavement ZG/KD/SD	Travaux	AON	AREKKI SA	1 520 185 338
37	Travaux construction Pistes désenclavement DL	Travaux	AON	HENAN CHINE	1 500 993 578
38	Travaux aménagement pistes désenclavement KK/FK	Travaux	AON	SAGT EL HAJJ/I. CONS	1 209 556 747
39	Couverture assurance maladies Personnel Agéroute	Service	AON	AXA ASSURANCE	184 848 452
40	Travaux aménagement pistes désenclavement LG/SL	Travaux	AON	SOTRACOM	1 095 724 558
41	Travaux aménagement pistes désenclavement MT	Travaux	AON	GENITE	702 030 380
42	Travaux aménagement pistes désenclavement TH	Travaux	AON	SOGEC	790 016 490
43	Service de gardiennage locaux siège et antenne Dakar (renouv.)	Service	AON	BSI	29 273 676
44	Travaux construction ouvrage d'art lot1 : Thiès	Travaux	AON	BUILD	57 416 036
45	Travaux construction ouvrage d'art lot2 : Diourbel	Travaux	AON	ETTP. BAT	70 651 320
46	Présentation et recrutement de Cadres pour	PI	CR	ADIRA	16 225 000

	Agérouté				
47	Travaux construction ouvrage d'art lot2 : Matam	Travaux	AON	GAMO SARL	93 089 020
48	Travaux construction ouvrage d'art lot1 : St Louis	Travaux	AON	BUILD	65 372 860
49	Acquisition de matériels informatiques et de reprographie	Fournitures	AON	SESA	35 267 840
50	Elaboration catalogue dégradation chaussées	PI	CR	ICA SARL	141 718 000
51	Fourniture Agendas et chevalets AN 2014	Fournitures	DRP	AMELLE COM	8 149 080
52	Exécution et organisation de campagne de mesure d'uni	PI	CR	MSI LAB	193 520 000
					<b>34 792 643 246</b>

**Réponses de l'autorité Contractante**

Non conformités	Recommandations	Réponses de l'autorité Contractante	Commentaires du cabinet aux réponses de l'AC
pas inscrits sur le PPM	<i>Mentionner obligatoirement chaque marché à exécuter dans l'année sur le PPM correspondant (art 6 et 56 du CMP)</i>	<p><b>5.11. Marché pour l'acquisition de pneus destinés aux véhicules de l'AGEROUTE / Page 56</b> Nous prenons acte de cette recommandation.</p> <p><b>5.12. Marché pour la fourniture d'agendas et de calendriers (chevalets) pour l'année 2014/ Page 57</b> Nous prenons acte de cette recommandation.</p>	<b>Recommandation à mettre en œuvre.</b>
un représentant du Ministère de tutelle et son suppléant ne figurent pas dans la liste des membres de la CM en violation de l'article 37.3	Page 23 « Faire nommer un représentant du Ministère de Tutelle comme membre de la CM (article 37.3 du CMP) »	Observations AGEROUTE L'AGEROUTE est statutairement Maître d'Ouvrage Délégué du Ministère. C'est la raison pour laquelle un représentant de la Tutelle n'est pas présent au niveau de la CM de l'Agence.	<b>Recommandation maintenue :</b> - se référer à l'article 37.3 et 33 du CMP. - La MOD est régie par une convention avec l'AC. - L'AGEROUTE est une AC au sens de l'article 2.d
Le délai d'évaluation de 15 jours n'est pas toujours respecté	Respecter le délai d'évaluation de 15 jours. Article 70 du CMP	Page 43 : Nous prenons acte de cette recommandation	<b>Recommandation à mettre en œuvre.</b>
La garantie de bonne exécution n'est pas prise en compte pour un marché dont le	Prendre en compte la garantie de bonne exécution si le seuil est	Nous prenons acte de cette recommandation importante. Cependant, cette disposition n'est pas mentionnée dans le	<b>Recommandation à mettre en œuvre.</b>

seuil est atteint.	atteint. (arrêté n°12791 du 26/12/12, en application de l'article 114 du CMP)	dossier type qui a été utilisé.	
Pénalités de retards non appliqués pour un marché	« <i>Prévoir l'application de pénalités de retard conformément à l'article 133 du CMP</i> »	Page 52 : Observations AGEROUTE Nous prenons acte de cette recommandation importante. Cependant, cette disposition n'est pas mentionnée dans le dossier type qui a été utilisé.	<b>Recommandation à mettre en œuvre.</b>
le délai de cinq jours francs n'est pas toujours pas respecté pour la tenue des réunions de la CM	Respecter le délai de cinq jours francs pour convoquer les membres de la CM. (Article 39)	<b>1.1. Non-respect du délai de cinq jours francs pour la convocation des membres de la Commission des Marchés (article 39 du code des marchés publics)</b> Observations AGEROUTE Deux sessions de la Commission des Marchés sont organisées par semaine. La planification des ouvertures de plis est toujours maîtrisée. Mais le rapprochement des deux sessions hebdomadaires ne permet pas souvent de disposer des documents d'évaluation afin de pouvoir déterminer avec exactitude les ordres du jour et les mettre à la disposition des membres, d'où les quelques distorsions constatées.	<b>Recommandation à mettre en œuvre.</b> L'AC doit mieux s'organiser et prendre ses dispositions pour se conformer aux dispositions du CMP en son article 39.
Le PV d'ouverture des plis n'a pas été transmis aux différents soumissionnaires	Transmettre les PVO aux soumissionnaires. (Article 67)	<b>1.4. Transmission PV ouverture des plis aux différents soumissionnaires</b> Observations AGEROUTE Après la séance d'ouverture des plis, les procès verbaux (PV) établis sont remis à tous les soumissionnaires. Dès réception, ces soumissionnaires accusent réception desdits PV en émargeant sur un exemplaire de PV établi à cet effet. Les copies des PV portant les décharges sont jointes en annexe A du document.	<b>Recommandation à mettre en œuvre.</b> Les décharges sur les PV d'ouverture par les soumissionnaires ne sont pas conformes. Les PV des travaux de la CM ne doivent être signés que par les membres présents de la CM. Les décharges constatées sur certains PVO fournis servent à matérialiser la présence des soumissionnaires et non la transmission de ces documents à faire par bordereau de transmission ou par des décharges sur un

			registre de transmission. Une feuille de présences des membres et des soumissionnaires doit être établie à part.
Non publication des résultats de la DRP sur le site des marchés	publier les résultats de la DRP sur le site des marchés publics (Article 78 CMP et arrêté n° 107 du 07/01/15)	<b>1.2. Publication des Demandes de Renseignements de Prix (DRP) au niveau du portail des marchés publics</b> Observations AGEROUTE Nous prenons acte de cette recommandation. Des dispositions seront prises pour le respect de cette disposition du code des marchés publics.	<b>Recommandation à mettre en œuvre.</b>
Non publication de l'attribution définitive	Publier l'attribution définitive (Art 85 du CMP)	<b>1.3. Absence de la publication de l'attribution définitive</b> Observations AGEROUTE L'insuffisance du budget prévu pour les avis au niveau des organes de presse nous a souvent obligé de ne pas pouvoir les publier l'ensemble des attributions définitives. Un choix a été fait de privilégier les publications des AAO et les AMI plus tôt que les réceptions définitives dont les informations qui y figurent ont déjà été portées à la connaissance des soumissionnaires et du public lors des notifications et de la publication de l'attribution.	<b>Recommandation à mettre en œuvre.</b> Les nouvelles dispositions permettent de le faire sur le site des marchés publics.
L'heure d'ouverture des plis n'est pas respectée pour un marché	Veiller au respect de l'heure d'ouverture des plis fixée dans le DAC ( Art 67.2 du CMP)		<b>Recommandation à mettre en œuvre.</b>
les soumissionnaires non retenus ne sont pas toujours informé du rejet de leurs offres	Informers les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres ( art 83.3 du CMP)	<i>Page 56:</i> Observations AGEROUTE Les copies des lettres d'informations des candidats sont jointes en annexe D du document.	<b>Recommandation à mettre en œuvre.</b> Les copies des lettres d'informations des candidats ne sont pas jointes en annexe D du document.